

1
2
3
4
5
6
7
8
9
10
11
12



39^e Congrès — Projet de base commune

**L'AMBITION COMMUNISTE POUR DE
NOUVEAUX « JOURS HEUREUX »**

1. Révolutionner le travail, la production et la consommation.....	34
2. Promouvoir les biens communs par le service public.....	36
3. Conquérir les moyens de répondre aux exigences sociales, écologiques et sociétales, agir pour une nouvelle efficacité économique.....	37
4. Construire un nouveau pacte républicain et universaliste : rendre au peuple sa pleine souveraineté et réaliser l'égalité réelle.....	38
<i>Remettre le peuple au cœur du pouvoir.....</i>	38
Engager la révolution féministe.....	39
Relancer un grand mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et les discriminations... ..	40
VI. Agir pour le rassemblement majoritaire de notre peuple.....	42
1. Affirmer le socle social et politique du changement.....	42
2. Travailler à une nouvelle dynamique populaire agissante.....	43
3. Reconstruire la gauche pour la faire gagner.....	44
<i>La situation de la gauche après la présidentielle.....</i>	44
<i>Tirer toutes les leçons de l'union aux législatives.....</i>	45
<i>Nous lançons un appel à la reconquête des forces du travail.....</i>	46
4. Porter nos idées dans toutes les élections.....	47
VII. Poursuivre le redéploiement du PCF.....	48
1. Engager la bataille décisive du renforcement.....	48
2. S'organiser à l'entreprise et sur les lieux de travail.....	49
3. Féminiser et faire vivre le féminisme.....	49
4. Étendre l'influence communiste dans la jeunesse.....	50
5. Reconquérir les milieux populaires.....	50
6. Franchir un nouveau cap pour la formation.....	51
7. Structurer plus efficacement l'activité des communistes.....	51
<i>L'importance de la proximité : les cellules.....</i>	51
<i>L'intérêt des réseaux thématiques et de salarié-es, des commissions thématiques.....</i>	51
<i>Le besoin de solidarité interne.....</i>	52
8. Faire mieux fonctionner les instances de direction.....	52
.....	53
.....	53
9. Faire vivre le réseau des élu-es du PCF.....	53
10. Renforcer nos revues.....	54
11. Développer nos médias départementaux et régionaux.....	54
12. Faire lire <i>L'Humanité</i> , bien commun des communistes et de leurs ami-es.....	54

PRÉAMBULE

1

2 Le monde et la France sont placés devant des défis colossaux. L'enjeu est de les relever, de tourner
3 la page d'un ordre pris de convulsions, celui du capitalisme globalisé et financiarisé.

4 L'humanité est à un tournant de son histoire. Les crises, économique et écologique, alimentaire et
5 sanitaire, sociale et sociétale, politique et démocratique, s'enchevêtrent et font planer de terribles
6 menaces. Les inégalités se creusent, le changement climatique se traduit par des dégâts
7 d'immense ampleur, les relations internationales se militarisent. La guerre en Ukraine fait
8 ressurgir le spectre de la guerre mondiale, un peu partout les forces de la réaction attisent les
9 haines, le racisme et les paniques identitaires. En défense des droits sociaux, de l'égalité entre
10 femmes et hommes, de la justice climatique, de la démocratie, d'importants mouvements
11 populaires se manifestent pourtant, marquant que la résignation ne l'a pas emporté face à un
12 ordre porteur de barbarie.

13 En France, un gouvernement minoritaire plonge le pays dans une crise systémique pour défendre
14 les intérêts du capital. L'affrontement entre capital et travail ne cesse de s'aiguïser ; la droite et
15 l'extrême droite rivalisent de discours racistes et liberticides pour diviser la société et empêcher
16 qu'une majorité populaire ne se forme et puisse disputer le pouvoir. Mais les peurs engendrées par
17 une mondialisation capitaliste chaotique, et la défiance massive envers la représentation politique
18 coexistent avec des forces disponibles à la contre-offensive, l'immense majorité du pays aspirant
19 à un changement profond.

20 Jamais autant qu'aujourd'hui, le projet communiste n'aura été d'une telle actualité. Jamais, il n'y
21 aura eu autant besoin de mise en commun pour faire reculer les tendances aux replis et à la
22 concurrence de tou-tes contre tou-tes. Jamais, le besoin d'un mode de développement renonçant
23 à l'immense gâchis de nos ressources n'aura été aussi impératif pour affronter les défis écologique
24 et climatique. Jamais, la perspective de l'émancipation individuelle et collective, qui est le
25 fondement même de l'idée communiste, d'une civilisation radicalement nouvelle basée sur le
26 développement de toutes les capacités humaines n'aura autant correspondu aux attentes qui se
27 font jour dans les sociétés. Jamais, nous n'aurons été à ce point fondés à nous revendiquer du
28 communisme comme visée historique et chemin de lutte.

29 Nous voulons que notre parti soit un instrument toujours plus efficace au service de cette
30 ambition universelle. Lors de leur 38^e Congrès, les adhérent-es du PCF avaient décidé de travailler
31 au renouveau du communisme français, de surmonter le risque de son effacement. Il s'agit à
32 présent de prolonger l'effort des quatre années écoulées qui, en dépit des difficultés nombreuses,
33 comme celles provoquées par la pandémie du Covid-19, a engagé notre redéploiement et
34 redonné de la visibilité au PCF et à ses idées, avec pour temps fort notre campagne de l'élection
35 présidentielle. Il nous revient de prendre des décisions concrètes, dans l'objectif d'être un grand
36 parti populaire, révolutionnaire et en capacité de mener des campagnes d'action et des batailles
37 d'idées.

38 Nous portons l'ambition communiste de nouveaux Jours heureux, d'une France qui renoue avec le
39 droit au bonheur. C'est dans cet objectif que sont ici proposés les grands axes qui font l'originalité
40 du PCF et structurent son action pour répondre aux exigences du moment : révolution du travail,
41 de la production et de la consommation ; promotion des biens communs par le service public ;
42 nouvelles relations internationales fondées sur le partage, la coopération et la paix ; nouveau pacte

1 républicain, source de droits décisionnels nouveaux pour les citoyen·nes et le salariat, afin de
2 prendre le pouvoir sur le capital. De même, pour conquérir une majorité politique au service d'un
3 changement profond et durable, nous voulons initier une dynamique populaire à même d'unir
4 ~~autour du~~ le monde du travail et de la création, toutes celles et ceux qui ont un commun intérêt au
5 dépassement d'un modèle capitaliste de plus en plus destructeur. C'est la proposition que nous
6 portons pour la France, pour le peuple, pour la gauche, mais aussi en Europe et dans le monde.

I. 2018-2023 : DES ANNÉES D'ACTION AU SERVICE DE LA TRANSFORMATION DU PAYS

3 A l'issue de l'élection présidentielle de 2017, confrontés à des enjeux importants dans le pays
4 comme pour l'avenir de leur parti, les communistes décidaient de la convocation d'un congrès
5 extraordinaire. Cette présidentielle avait témoigné d'une nouvelle aggravation de la crise
6 politique, sociale et économique avec une abstention record et la présence de la candidate du
7 Rassemblement national au second tour. La victoire d'Emmanuel Macron et le résultat des
8 législatives confirmaient l'affaiblissement durable d'une gauche représentée à un niveau
9 historiquement faible à l'Assemblée nationale. Le président élu mettait en œuvre un programme
10 réactionnaire, ultralibéral, jusqu'à devenir pour l'opinion le « président des riches ». Quelques mois
11 plus tard, la révolte des « Gilets jaunes », puis le mouvement sur les retraites, illustraient à la fois
12 la colère populaire et l'absence de perspective de changement progressiste.

13 Dans ce contexte, le 38^e Congrès du PCF, jugeant nécessaire un nouvel élan de notre parti, se
14 prononce pour une réorientation, tant du point de vue stratégique que de son activité et son
15 organisation. Cette décision traduit la volonté des communistes de conjurer le risque
16 d'effacement du PCF et de délitement de la gauche, de redonner à leur parti une place nationale
17 dans le débat d'idées, de reconquérir son influence, de reconstruire son organisation affaiblie.

18 Il s'agit d'être utile à notre peuple et à la hauteur des enjeux du 21^e siècle. Cet engagement se
19 décline en 5 axes : relever les défis de la crise ; caractériser le communisme de notre temps, à la
20 fois visée historique et chemin de lutte ; construire un nouvel internationalisme pour relever le
21 défi de la mondialisation capitaliste ; porter une nouvelle stratégie de rassemblement et d'unité
22 populaire ; développer une organisation utile et agissante, audacieuse et novatrice, capable de
23 porter dans les entreprises et les quartiers le travail d'analyse et d'élaboration politiques
24 permettant au plus grand nombre d'intervenir dans le processus de transformation de la société.

25 Engagement est pris d'être présent·es avec nos candidat·es lors des scrutins à venir, à partir des
26 spécificités de chacun. Le congrès décide d'engager un candidat du PCF comme tête de liste aux
27 élections européennes, Ian Brossat, et de créer les conditions d'une candidature communiste à
28 l'élection présidentielle de 2022.

29 A l'issue des quatre années écoulées, il nous appartient de faire le bilan des décisions prises et de
30 nos points d'appui pour agir dans la situation. La crise s'est approfondie, globalisée, touchant tous
31 les aspects de la vie. L'épidémie de Covid-19 a révélé une crise sanitaire inédite, des événements
32 climatiques extrêmes ont confirmé la gravité du changement climatique, les inégalités sociales se
33 sont aggravées sous l'effet de la crise économique et une guerre a été déclenchée en Europe, avec
34 la menace d'utilisation des armes atomiques.

35 **1. Une activité marquée par la pandémie de Covid-19**

36 Pendant ces quatre années, les communistes travaillent ensemble à mettre en œuvre les
37 décisions du 38^e Congrès.

38 Dès le début 2019, nous portons nos propositions auprès des « Gilets jaunes ». Cette même
39 année, nous apportons une contribution de première importance au grand mouvement contre la

1 réforme des retraites. Nous présentons un projet alternatif « pour une réforme des retraites digne
2 du 21^e siècle » et lançons la bataille pour un référendum. Tout en menant le débat sur les
3 contenus, nous parvenons à réunir toutes les forces de gauche et les forces syndicales dans un
4 meeting commun, premier acte d'une campagne unitaire qui débouchera sur l'élaboration d'un
5 contre-projet des forces de gauche et écologistes. Notre action lors de ce mouvement social nous
6 place comme une force utile à la mobilisation et centrale à gauche.

7 Au moment de la crise épidémique, révélatrice de la situation de la santé publique et de l'hôpital
8 en France, nous publions nos propositions sous le titre « *Protéger la population, relever les défis de
9 la crise* », ainsi qu'une lettre aux Français-es du secrétaire national du PCF et une adresse aux
10 salarié-es. Prenant en compte l'inquiétude des parents et des enseignant-es devant la fermeture
11 des établissements scolaires pour cause de Covid, nous publions également un « *Plan d'urgence
12 pour l'éducation* ». Alors que le scepticisme et la méfiance grandissent à l'égard de la science,
13 ouvrant la porte au complotisme, nous appelons au respect de la recherche scientifique et des
14 vaccins qui ont libéré l'humanité d'épidémies meurtrières. Nous faisons nôtre la campagne « Pas
15 de profit sur la pandémie » pour faire des vaccins et des traitements anti-Covid des biens publics
16 mondiaux, accessibles à tou-tes, et nous portons la pétition « *Des milliards pour l'hôpital, pas pour
17 le capital* ». Nous exigeons la levée des brevets pour l'accès égal de tous les peuples. Nous faisons
18 également grandir l'exigence d'un pôle public du médicament et la défense de l'hôpital public.
19 Dès juin 2020, nous adoptons le projet « *Construisons la France en commun* » et appelons à
20 l'enrichir à travers une plateforme dédiée.

21 L'activité du parti est fortement impactée par la pandémie. La direction nationale s'organise et
22 met à disposition des outils pour les militant-es. Les organisations du parti, à tous les niveaux,
23 peuvent partager l'analyse de la situation, formuler des propositions, travailler à maintenir un lien
24 avec les adhérent-es, organiser la solidarité entre camarades et avec la population, notamment
25 les personnels de santé et les travailleurs-euses de première ligne. Nous faisons vivre avec nos
26 élu-es cette solidarité par de nombreuses initiatives locales sur les enjeux de santé, d'éducation,
27 d'alimentation, de droit au logement et à l'énergie. Cette période marque profondément notre
28 parti, nous perdons alors brutalement de nombreuses et nombreux camarades. Nous devons
29 déployer d'importants efforts pour reconstruire dans la foulée une vie militante à la hauteur des
30 défis de la période.

31 C'est dans cet engagement que s'affirme la nouvelle actualité du thème des « Jours heureux », qui
32 deviendra la référence de notre programme à la présidentielle et qui est maintenant identifié dans
33 le pays et attaché au PCF.

34 Nous soutenons également le mouvement #MeToo qui fait entrer notre société dans une phase
35 de remise en cause globale du modèle patriarcal, archaïque, profondément inégalitaire et vecteur
36 de violences sexistes et sexuelles. Dans le prolongement de la création du dispositif « Stop
37 violences », nous établissons une convention avec le Collectif féministe contre le viol.

38 Avec la commission « entreprises », nous commençons à relever le défi de l'activité politique à
39 l'entreprise et sur les lieux de travail. Depuis quatre ans, l'activité des communistes s'y reconstruit.
40 Des réseaux se structurent, des sections, cellules, des réseaux locaux et nationaux se créent. Des
41 temps forts thématiques sont organisés (énergie, aéronautique), des documents ainsi que le
42 journal « *Agir* » sont mis à la disposition des communistes. Des liens forts sont renoués avec des
43 organisations syndicales. Le « Tour de France » des entreprises effectué par Fabien Roussel
44 contribue à ces résultats.

1 Dans nombre de domaines, le travail de nos commissions nationales permet un développement
2 important des propositions et initiatives du PCF.

3 En 2022, après des éditions perturbées par la crise sanitaire, les communistes contribuent
4 activement à l'installation de la Fête de *l'Humanité* en Essonne, et à son succès sur ce nouveau
5 site.

6 **2. Retour sur les élections locales et notre campagne des européennes**

7 Aux élections municipales de 2020, concernant les villes de 3 500 à 20 000 habitant-es, nous
8 gagnons 25 communes, confirmant la possibilité de dynamiques de reconquête. Ces victoires
9 nous ré-implantent dans une dizaine de départements où nous n'avions plus de maires
10 communistes. En plus de ces conquêtes, nous conservons 118 villes, mais en perdons 28 (47 en
11 2014).

12 Dans les villes de plus de 20 000 habitant-es où nous dirigeons des listes d'union, nous remportons
13 des victoires importantes ; 3 villes sont reconquises. Au total, nous remportons 27 villes et en
14 perdons 6 par rapport à 2014. Notre présence se renforce dans les majorités des métropoles, avec
15 des élu-es communistes dans 14 des 21 métropoles du pays.

16 A partir de ces résultats, aux sénatoriales, nous gagnons 2 élu-es à parité, confirmant notre
17 progression et nous permettant d'avoir un vice-président de la Haute-Assemblée.

18 Aux régionales et départementales de 2021, nous doublons le nombre de nos élu-es dans les
19 conseils régionaux et en gagnons une dizaine dans les conseils départementaux. Une trentaine de
20 fédérations obtiennent au moins un-e élu-e régional-e ou départemental-e : c'est un élargissement
21 important de notre implantation territoriale. En revanche, dans le Val-de-Marne, dans le contexte
22 marqué par la perte de quatre villes en 2020, la simultanéité des deux élections et des manœuvres
23 de division à gauche, nous perdons la présidence du Conseil départemental face à la droite,
24 malgré une belle campagne des communistes.

25 Aux élections européennes, pour la première fois depuis 2007, nous nous présentons à une
26 élection dont la circonscription est l'ensemble du territoire national. Ayant perdu l'expérience des
27 campagnes nationales, il faut tout réinventer avec des équipes nouvelles, tant sur le plan national
28 que local.

29 Notre campagne « *Pour l'Europe des gens, contre l'Europe de l'argent* » constitue une étape
30 importante pour la visibilité des idées communistes, renforçant celle que nous avons maintenue
31 au niveau local. Notre parti apparaît comme une force combattant pour une autre Europe et
32 refusant les traités européens ultralibéraux qui ont dépecé notre industrie, comme nos services
33 publics. Nous ne cédon pas sur des valeurs essentielles : contre le pouvoir de l'argent, pour les
34 services publics, contre les idées xénophobes, pour l'accueil des réfugié-es...

35 Notre liste, conduite par Ian Brossat, suscite de l'intérêt en incarnant un renouvellement de la vie
36 politique. Sa composition fait une large place au monde du travail. Elle contribue à renforcer des
37 liens avec des actrices et acteurs du mouvement social, de la culture et de la création, des
38 intellectuel-les et des personnalités de gauche, nationalement et localement, comme l'ont traduit
39 le comité de soutien ou les nombreux appels sectoriels au vote. Nos candidat-es mènent une belle
40 campagne, avec une mobilisation militante inédite depuis de nombreuses années. De fait, cette
41 campagne aide à créer les conditions d'une candidature à la présidentielle.

1 Cependant, nous ne parvenons pas à réaliser la percée électorale voulue ; nous réalisons 2,49 %
2 (564 949 voix), ce qui ne nous permet pas d'obtenir des élu-es. Notre absence du Parlement
3 européen est un handicap. Malgré une liste cherchant à représenter le monde du travail par sa
4 composition, celui-ci n'aura pas identifié le vote communiste comme un levier répondant à ses
5 attentes. Nous serons apparus comme un repère à gauche, sans parvenir à faire émerger
6 l'originalité de nos propositions avec suffisamment de force pour mobiliser.

7 **3. Nos campagnes présidentielle et législatives : les communistes engagé-es** 8 **pour de nouveaux « Jours heureux » !**

9 La campagne présidentielle constituait un défi puisque, depuis 2007, avec la candidature de
10 Marie-George Buffet, nous n'avions pas présenté de candidat-e communiste à cette élection qui
11 structure la vie politique française.

12 Nous faisons alors le pari d'un exercice démocratique inédit pour prendre notre décision à travers
13 trois étapes nationales, du conseil national au vote des adhérent-es, en passant par une
14 conférence nationale exceptionnelle. Cette conférence nationale, tenue en pleine pandémie,
15 réunit un millier de délégué-es en visioconférence, est sans précédent dans la vie politique du pays
16 et montre notre capacité collective à faire vivre la démocratie militante. A chaque étape de ce
17 processus, la conviction des communistes de la nécessité d'une candidature issue de leur parti
18 grandit, jusqu'à être votée par 82 % des adhérent-es.

19 Notre campagne amène à une activité politique intense dès l'été 2021 avec la caravane des « Jours
20 heureux », suivie de six rencontres nationales thématiques au dernier trimestre 2021, dont le
21 meeting national à Paris sur les enjeux du travail et de l'emploi, précédé d'une semaine nationale
22 d'action, visant à placer ces enjeux au cœur du débat présidentiel. Nous faisons connaître
23 largement un axe majeur de notre projet visant à révolutionner le travail, la production et à
24 sécuriser l'emploi et la formation, avec l'augmentation pour éradiquer le chômage et augmenter
25 des salaires, question brûlante : une conception communiste s'affrontant à la domination du
26 capital, et très différente des propositions existant à gauche, visant par exemple à créer un revenu
27 universel.

28 Tout au long des mois allant jusqu'au premier tour, par les meetings et les rencontres tenues,
29 notre campagne et notre candidat apportent un souffle nouveau dans la vie politique. Fabien
30 Roussel fait valoir avec talent l'originalité de nos propositions. Au-delà des enjeux du travail et de
31 l'emploi, nous réalisons des percées sur des sujets importants et populaires. Alors que la crise
32 énergétique pose d'immenses défis à la France, nous parvenons à faire de la souveraineté
33 énergétique et de la maîtrise publique de ce secteur un enjeu majeur, nous contribuons à faire
34 grandir une majorité populaire pour un mix nucléaire-renouvelable à la hauteur des besoins et du
35 défi climatique. Alors que 5 millions de Français-es ont recours à l'aide alimentaire, nous portons la
36 nécessité d'une alimentation diversifiée et équilibrée, défendant la souveraineté alimentaire avec
37 le mot d'ordre « manger sain et à sa faim ».

38 Sur d'autres enjeux, la campagne est l'occasion de faire progresser notre connaissance des réalités
39 du pays et d'améliorer notre projet. C'est le cas des enjeux industriels et de notre volonté d'une
40 nouvelle industrialisation du pays. C'est le cas aussi de la jeunesse, dont notre candidat fait une
41 priorité, en avançant l'objectif d'un pacte pour la jeunesse, idée qui a mobilisé et renforcé le MJCF.
42 C'est encore le cas de la lutte contre les violences faites aux femmes et de l'égalité femmes-
43 hommes dans tous les domaines.

1 Surtout, notre démarche communiste nous conduit à porter la cohérence d'un projet de société
2 nouveau à gauche, celui d'une « France des Jours heureux » qui s'articule autour de grands axes
3 identifiants : la révolution du travail et de la production ; la promotion de biens communs par le
4 service public ; une République sociale et démocratique, laïque et universaliste pour rendre au
5 peuple sa souveraineté ; l'égalité réelle ; une voix souveraine de la France en Europe et dans le
6 monde au service de la paix et des coopérations. La force de ce projet est de lier les objectifs
7 avancés et les moyens de les mettre en œuvre. Il suscite l'intérêt de nombreuses personnalités et
8 amène les forces qui deviendront la Fédération de la gauche républicaine à soutenir notre
9 candidat, en contribuant à enrichir elle-même notre campagne commune.

10 Notre campagne rencontre un écho populaire et construit une popularité nouvelle de notre
11 secrétaire national dans le pays, des sondages encourageants en témoignent. Cependant, nous ne
12 réussissons pas à conforter jusqu'au bout cette dynamique.

13 En fin de campagne, nous ne parvenons pas à déjouer un système électoral qui favorise les
14 candidat-es présenté-es comme pouvant accéder au second tour. L'hyper-présidentialisation est
15 un dangereux obstacle à la démocratie et à l'expression véritable de la souveraineté populaire.
16 L'avoir affronté avec notre candidat renforce notre engagement pour le combattre. La guerre en
17 Ukraine impacte aussi fortement les dernières semaines de campagne. En suscitant la crainte
18 d'une escalade et en éclipsant nombre de sujets que nous avons fait émerger, la guerre favorise
19 les candidat-es les plus installé-es. Au final, nous obtenons 2,28 % des suffrages exprimés (802 422
20 voix), un score décevant, inférieur au potentiel construit dans la bataille.

21 Cette campagne, marquée par un effort militant important, aura dessiné les axes de la reconquête
22 de l'électorat populaire, permis de faire fortement progresser l'identification de l'originalité et de
23 l'utilité des communistes dans la reconstruction de la gauche. Elle aura grandement contribué à
24 ce que le PCF prenne une place visible et originale dans le paysage politique. Loin d'un simple
25 moment électoral, elle aura continué de nourrir notre activité et notre réflexion stratégique. Elle
26 constitue donc un bien commun précieux.

27 Aux élections législatives, l'alliance électorale constituée avec la Nouvelle Union populaire,
28 écologique et sociale répond au désir d'union du peuple de gauche, sans pour autant être à la
29 hauteur des défis posés à la France et à la gauche, et sans parvenir à remobiliser une partie des
30 catégories populaires ayant intérêt au changement.

31 Elle favorise le retour du clivage droite-gauche dans les confrontations politiques. Elle acte une
32 convergence sur une série d'objectifs communs, sans toutefois dissimuler les différences et
33 désaccords. Elle permet de qualifier de nombreux candidat-es de gauche au second tour et de
34 faire élire deux fois plus de député-es de gauche que sous la précédente législature, contribuant à
35 nous permettre de maintenir un groupe renforcé à l'Assemblée.

36 Notre coalition électorale ne retrouve cependant pas les scores cumulés des quatre candidatures
37 de gauche à la présidentielle ; elle ne suscite pas l'élan de nature à faire refluer l'abstention. Le
38 total des voix recueillies ne progresse pas sur le total des suffrages de gauche de 2017, à la
39 différence de l'extrême droite. Confrontés à la volonté hégémonique de La France insoumise,
40 nous ne pouvons présenter de candidatures communistes dans 500 circonscriptions ; ce qui aura
41 constitué un problème important pour l'expression de nos idées et notre influence dans ces
42 territoires, empêchant de conquérir d'autres circonscriptions. L'accord conclu alors ne doit pas
43 devenir un carcan, ni servir de prétexte à figer le rapport de force à gauche, d'autant que
44 d'importants débats demeurent entre nos forces, tant sur les orientations que sur la stratégie.

1 Nous aurons contribué à redonner de l'espoir à des millions de personnes, mais d'importants défis
2 demeurent. Faire progresser nos idées et reconstruire la gauche est un travail de longue haleine.
3 Ce que démontre la victoire contre l'extrême droite de Jean-Marc Tellier et des camarades du Pas-
4 de-Calais, fruit de plusieurs années de combats menés avec la population.

5 Dans toutes ces séquences électorales, le bilan de nos élu-es est un réel appui. L'action par
6 exemple de nos député-es et de notre camarade André Chassaigne pour la revalorisation des
7 retraites agricoles, ou encore les initiatives de nos sénatrices et sénateurs, avec notre camarade
8 Eliane Assassi pour faire éclater le scandale du cabinet McKinsey, en portent témoignage.

9 Ces quatre années d'activité intense auront rendu plus pressante la nécessité d'une organisation
10 se déployant au plus près de la population. S'il nous reste beaucoup de chemin à parcourir, cette
11 exigence est largement partagée dans le PCF. C'est la gravité de la crise systémique et la nécessité
12 d'une réponse à la hauteur qui nous avait conduit-es à décider d'un nouvel élan pour le parti.
13 Ouvrir une alternative au capitalisme est plus que jamais une urgence : c'est l'objet de ce 39^e
14 Congrès. Le chemin parcouru depuis le 38^e nous permet de l'aborder avec lucidité, courage et
15 confiance.

II. DEVANT UN DÉFI DE CIVILISATION

1

2 L'humanité fait face à une crise inédite par son ampleur et sa globalité. Elle est faite de crises
3 entrelacées, économique, climatique, sanitaire, politique, dont les conséquences sont
4 catastrophiques et font planer de graves menaces pour le devenir de l'humanité.

5 Cette crise, comme toute crise, témoigne de ce que la marche du monde n'est plus tenable et que
6 des transformations radicales se cherchent. Elle est l'expression d'une exigence de neuf, à laquelle
7 l'ordre ancien résiste de toutes ses forces. Comme le disait Marx, « *la pourriture est le laboratoire*
8 *de la vie* ». Elle appelle un autre ordre du monde fondé sur la paix, la sécurité globale et la
9 souveraineté des peuples, les biens communs et la coopération. Elle appelle le dépassement du
10 capitalisme et exprime le besoin de communisme.

11 1. Le besoin de communisme pour relever les défis collectifs de l'humanité

12 L'ère de l'Anthropocène et le défi de la crise écologique et climatique

13 Depuis que l'activité humaine a complètement transformé son milieu à travers les siècles, nous
14 sommes entrés dans une période nouvelle, l'Anthropocène. Cette pression sur les ressources et
15 l'environnement, pour la satisfaction des besoins légitimes de l'humanité, est aujourd'hui
16 accélérée, au point que son impact est comparable à toutes les forces géologiques naturelles
17 réunies et en devient insupportable. Cette aggravation récente est principalement due à la course
18 folle au profit du système capitaliste, source de gaspillage et d'inefficacité, qui est aussi l'obstacle
19 aux changements nécessaires.

20 Il ne s'agit pas de revenir en arrière de cette nouvelle ère. Il s'agit d'assurer la pérennité de
21 l'humanité dans son développement et la réponse à ses besoins légitimes, actuels et futurs. Il
22 s'agit d'organiser autrement de révolutionner nos modes de production et de consommation pour
23 les rendre compatibles avec la continuité de notre niche écologique : c'est un défi scientifique et
24 politique, au-delà du seul dépassement du capitalisme.

25 Dans le débat public, les manifestations de la crise écologique et climatique, de plus en plus
26 fréquentes et visibles questionnent sur leurs causes et leurs solutions.

27 Alors que le changement climatique impose des réponses immédiates, et même si des
28 engagements, très insuffisants, ont dû être pris par les Etats, de précieuses décennies ont été
29 perdues du fait de la course aux profits, des mécanismes du marché et d'une économie fondée sur
30 les énergies carbonées. Le dérèglement climatique appelle des mesures fortes. Il suppose
31 d'affronter lobbys, d'engager des dépenses majeures (à hauteur de 6% du PIB selon les
32 préconisations du GIEC), d'agir, en internationalistes, pour la réduction des inégalités Nord-Sud
33 devant les conséquences du réchauffement déjà à l'œuvre

34 Le besoin de communisme s'affirme dans les urgences de réponse aux défis de ces crises :

- 35 • avec les menaces de pandémies, alors que les multinationales freinent le partage des
36 brevets et des technologies de production de médicaments et de vaccins, la sécurité
37 sanitaire mondiale ne doit plus se jouer en bourse !

- 1 • la sécurité alimentaire exige au niveau mondial, avec la généralisation de pratiques
2 respectueuses de l'environnement, la mise en cause de la toute-puissance de
3 l'agrobusiness mondial ;
- 4 • contre l'épuisement et le gaspillage des ressources en eau et en énergie, des métaux et
5 minéraux, une gestion mondiale sous forme de biens communs est à l'ordre du jour.

6 | La recherche d'un nouveau mode d'accumulation du capital et la perspective d'une nouvelle crise

7 | Depuis les années 1970, le capitalisme fait face à une crise structurelle non résolue qui résulte de la
8 suraccumulation du capital. Au lieu de répondre aux exigences de développement des capacités
9 humaines de la révolution informationnelle, le système en a fait un moyen de renforcement des
10 monopoles, du capital et de nouveaux types de multinationales.

11 | Les crises de 2008 et de 2020 ont provoqué le recours sans précédent à des liquidités créées par les
12 banques centrales.

13 | Les banques centrales et les classes dirigeantes assument le risque d'une récession : plutôt sacrifier
14 l'emploi et la croissance que de concéder des hausses de salaires.

15 | Cette crise bouscule les bourgeoisies, jusqu'au cœur du capital financier. La remise en cause des
16 représentations politiques traditionnelles, la rupture avec les corps citoyens et la déstabilisation de
17 nombreux régimes, sous l'effet d'importantes crises sociales et politiques, les percutent.

18 | Cela ouvre de l'espace pour les idées communistes. Ainsi, la politique du « quoi qu'il en coûte », menée
19 par les banques centrales et un certain nombre de gouvernements, souligne la possibilité d'une autre
20 sélectivité du crédit et des prêts en faveur de l'emploi, de la formation, des services publics et de la
21 transition écologique, et non plus en faveur des marchés financiers. L'utilisation de l'argent et du
22 crédit doit se faire sous contrôle démocratique.

23 | L'hégémonie du dollar est contestée. Le PCF peut donner de la force à sa proposition d'augmentation
24 de l'émission des droits de tirage spéciaux (DTS) par le FMI, pour aller vers une monnaie commune
25 mondiale. La Chine a formulé une telle proposition.

26 | Des dangers surgissent aussi. Pour le capital dans l'impasse, le débouché peut être la guerre. On voit
27 aussi une fraction du capital financier chercher un nouveau mode d'accumulation brutal et
28 autoritaire, en s'alliant avec l'extrême droite.

29 | Cela souligne l'importance des rassemblements à construire dans l'action, sur des objectifs visant le
30 dépassement du capitalisme et l'importance de convergences internationales en ce sens.

31 | La perspective d'une nouvelle crise

32 | Depuis les années 1970, le capitalisme fait face à une crise systémique non résolue qui résulte de
33 la suraccumulation du capital. Au lieu de répondre aux exigences de développement des capacités
34 humaines de la révolution informationnelle, le système en a fait un moyen de renforcement des
35 monopoles, du capital et de nouveaux types de multinationales.

36 | Les crises de 2008 et de 2020 ont provoqué le recours sans précédent à des liquidités créées par
37 les banques centrales. Après 2008-2009 elles ont permis à la mondialisation financière de
38 reprendre. Mais après les interventions de 2020, l'insuffisance de production, les pénuries
39 d'emploi, les consommations de matières, les spéculations et le gonflement inédit du capital

1 | financier ont atteint un paroxysme. Il en est résulté qu'une inflation sans précédent a ressurgi
2 | durablement dans le monde entier, renforcée par la déstabilisation des chaînes mondiales
3 | d'activité.

4 | Pour sauver la valeur des capitaux accumulés les banques centrales et les classes dirigeantes
5 | assument le risque d'une récession : plutôt sacrifier l'emploi et la croissance que de concéder des
6 | hausses de salaires et développer la formation.

7 | Cette crise bouscule les bourgeoisies, jusqu'au cœur du capital financier. La remise en cause des
8 | représentations politiques traditionnelles, la rupture avec les corps citoyens et la déstabilisation
9 | de nombreux régimes, sous l'effet d'importantes crises sociales et politiques, les percutent.

10 | Cela ouvre de l'espace pour les idées communistes. Ainsi, la politique du « quoi qu'il en coûte »,
11 | menée par les banques centrales et un certain nombre de gouvernements, souligne aussi la
12 | possibilité d'une autre sélectivité du crédit et des prêts en faveur de l'emploi, de la formation, des
13 | services publics et de la transition écologique, et non plus en faveur des marchés financiers.
14 | L'utilisation de l'argent et du crédit doit se faire sous contrôle démocratique et avec des critères
15 | d'efficacité sociale et écologique.

16 | L'hégémonie du dollar est contestée. Le PCF peut donner de la force à sa proposition d'émission
17 | massive des droits de tirage spéciaux (DTS) par le FMI, pour aller vers une monnaie commune
18 | mondiale au service du développement humain et des biens communs. De grands pays, comme la
19 | Chine ou l'Inde ont aussi formulé une proposition similaire.

20 | Des dangers surgissent aussi. Pour le capital, la guerre fait partie des débouchés. On voit aussi une
21 | fraction du capital financier chercher un mode d'accumulation brutal et autoritaire, en s'alliant
22 | avec l'extrême droite.

23 | Cela souligne l'importance des rassemblements à construire dans l'action, sur des objectifs visant
24 | le dépassement du capitalisme et l'importance de convergences internationales en ce sens.

25 | *Le défi de la guerre et le danger des politiques de force*

26 | L'exacerbation des concurrences aggrave la militarisation des rapports de force internationaux.
27 | L'invasion de l'Ukraine par Vladimir Poutine est injustifiable et criminelle. Si elle fut déclenchée
28 | dans le contexte de la non-application par le gouvernement ukrainien des Accords de Minsk (qui
29 | pouvaient mener à un règlement politique de la guerre civile en Ukraine) et de l'expansion de
30 | l'Otan vers l'Est, en dépit des engagements américains, elle a des effets en chaîne désastreux dans
31 | tous les domaines et d'un danger extrême pour les peuples.

32 | Les risques de généralisation du conflit, avec leur dimension nucléaire, sont liés aux faits que :

- 33 | • les instances multilatérales, notamment l'Onu, ont été affaiblies par les politiques
34 | néoconservatrices, en particulier américaines. L'Onu, seul cadre international légitime de
35 | négociations, est également concurrencée par les clubs des pays les plus riches, G7 et G20 ;
36 | • les traités de diminution et de contrôle de l'armement ont presque tous été dénoncés. La
37 | course aux armements en a été relancée, pour le plus grand profit des industriels du
38 | secteur.

39 | Les rapports de domination se recomposent :

- 1 • l'impérialisme américain, contesté, est à la recherche de nouveaux moyens de
2 domination : arme politique (« le front des démocraties », défini comme les alliés des
3 Etats-Unis), arme énergétique et arme de l'Otan. Outil obsolète de la guerre froide, l'Otan
4 se dote d'une stratégie « globale » contre la Chine ;
- 5 • la Chine cherche à échapper à l'encerclement, en déployant des investissements
6 importants et en cherchant de nouveaux rapprochements pragmatiques dans le cadre des
7 Brics et de l'Organisation de coopération de Shanghai. Elle réagit également sur le terrain
8 militaire, même si l'appel des dirigeants chinois à la désescalade et à une nouvelle sécurité
9 collective peut être un point d'appui précieux pour la paix. Les provocations américaines à
10 Taïwan alimentent délibérément les tensions. Le PCF affirme son attachement au principe
11 « d'une seule Chine », reconnu par la France depuis 1964 et par l'Onu depuis 1971. Les
12 choix de la part de la Chine et du Parti communiste chinois de la voie de développement
13 qui est la leur ne sauraient être considérés comme un modèle ;
- 14 • la Russie veut retrouver une certaine influence internationale, après des années de reculs
15 humiliants subis face à la pression des Etats-Unis. Le régime de Vladimir Poutine est à
16 l'opposé de toute politique progressiste, tant par son capitalisme rentier que par la
17 résurgence d'un chauvinisme impérial grand-russe réactionnaire, ultra-nationaliste,
18 autoritaire voire dictatorial ;
- 19 • des pôles régionaux, dominés par des gouvernements nationalistes, tels que l'Inde ou la
20 Turquie, cherchent à se positionner dans ces recompositions. Le Proche et le Moyen-
21 Orient constituent une zone plongée dans le chaos du fait des politiques néolibérales, des
22 tensions nationales et des interventions militaires. Dans ce contexte, l'Iran cherche à
23 exister comme une puissance pesant sur les rapports de force régionaux ;
- 24 • la lutte pour l'accaparement et l'exploitation des ressources naturelles joue un rôle
25 important dans l'exacerbation des tensions internationales. Cela est particulièrement
26 visible pour l'Afrique, que les politiques néolibérales et l'ingérence d'intérêts impériaux
27 plongent dans de terribles soubresauts.

28 Dans une situation où les politiques de force entraînent le monde dans la guerre, il est impensable
29 de s'aligner sur un « camp ». Il est nécessaire de développer une politique indépendante,
30 répondant aux intérêts communs des peuples et des mouvements progressistes pour la paix, le
31 respect des droits, de la souveraineté populaire, la sécurité collective et globale.

32 La crise et les contradictions de l'Union européenne

33 Ces contradictions explosives se reflètent dans la crise de l'Union européenne. La finalité de cette
34 dernière reste celle des traités néolibéraux que le PCF dénonce depuis l'Acte unique et le Traité de
35 Maastricht : la défense de la concurrence libre et non faussée au sein du marché intérieur, autour
36 d'une BCE indépendante de tout contrôle démocratique. Même si certaines brèches se sont
37 ouvertes, comme la suspension des règles budgétaires, la rupture entre les peuples et une
38 construction capitaliste incapable de répondre aux besoins de progrès sociaux et de transition
39 écologique s'est renforcée. L'ambition d'une perspective fédéraliste mettant en cause la
40 souveraineté des peuples persiste mais se heurte à l'aiguïsement des concurrences sur les
41 questions énergétiques et militaires.

1 Des batailles majeures, dans lesquelles les idées communistes ont un rôle indispensable à jouer,
2 s'annoncent : sur le refus de l'assujettissement à l'Otan et à l'impérialisme américain,
3 l'établissement de nouvelles relations avec les pays émergents , le non retour aux règles
4 austéritaires, la nature de la construction européenne, pour faire enfin des service publics, de la
5 protection sociale, la création d'emplois, la réindustrialisation et l'écologie une priorité. C'est dire
6 l'enjeu des élections européennes de 2024.

7 La course de vitesse avec les extrêmes droites

8 La promesse de sortie de la crise peut prendre une direction autoritaire, raciste et réactionnaire.
9 Sur le lit des politiques néolibérales, des défaites et des déceptions de la gauche, les extrêmes
10 droites menacent partout .

11 Sous des formes différentes, de l'Italie à la Suède, du Brésil à la Russie et aux Etats-Unis, elles
12 placent leurs thématiques racistes et xénophobes au cœur du débat politique. Les droits des
13 femmes et l'accès à l'IVG sont ainsi de plus en plus menacés. En Europe, est remis en cause
14 l'héritage des Lumières, ces forces prospérant sur les crises politiques et instrumentalisant la crise
15 de l'accueil des migrant-es. Elles se mettent en situation de recomposer les droites, se présentant
16 comme un recours pour le capital.

17 Les paniques identitaires sont aussi utilisées par les fondamentalismes religieux, chrétien,
18 appartenant à l'extrême droite évangéliste états-unienne ou brésilienne, se réclamant de
19 l'hindouisme du Premier ministre indien Modi, ou islamiste. Ce dernier revêt une dimension
20 particulière par sa couverture géographique et la diversité des moyens employés, du gradualisme
21 au terrorisme. Ces courants bénéficient d'appuis étatiques. Parfaitement compatibles avec la
22 théorie néoconservatrice du « choc des civilisations », ils attaquent violemment les droits des
23 femmes, les conquêtes démocratiques et sociales, le mouvement ouvrier et la gauche.

24 Aucune alliance, aucun rapprochement, même implicite ou tactique, n'est possible avec les
25 extrêmes droites. Elles doivent être combattues partout. Il est possible de mettre un coup d'arrêt
26 à leur progression, grâce aux mouvements populaires et à l'action de la gauche, comme l'ont
27 montré les défaites de Trump et celle de Bolsonaro.

28 Les conséquences des crises sur les peuples

29 La pandémie a montré les effets désastreux des politiques capitalistes sur la santé. Plus
30 largement, la crise entraîne une augmentation de la paupérisation. 120 millions de personnes
31 supplémentaires ont été rejetées dans l'extrême pauvreté en 2020. L'insécurité alimentaire
32 touche 318 millions de personnes de plus. Les inégalités mondiales sont aujourd'hui proches du
33 niveau qui était le leur au 19^e siècle. Elles touchent en premier lieu les pays d'Amérique latine et
34 ceux du Proche, du Moyen-Orient et d'Afrique, mais aussi les pays européens.

35 Les migrations humaines ont pris plus d'ampleur ces dernières années. En 2019, l'Onu estimait à
36 272 millions le nombre d'êtres humains en situation de mobilité, contre 77 millions en 1975. Les
37 migrations sont avant tout internes : 87% des migrations africaines se font sur le continent
38 africain lui-même. C'est la conséquence des conflits armés, de la crise économique et du
39 dérèglement climatique. Les parcours migratoires sont souvent marqués par des drames d'une
40 violence inouïe que les logiques de type forteresse ne font qu'aggraver. Les communistes refusent
41 que la Méditerranée, ou tout autre espace de la planète, puisse être une zone de non droit et un
42 cimetière à ciel ouvert. Le monde de sécurité globale et de solutions internationales que nous

1 défendons, c'est-à-dire le respect des droits humains et du droit international, un accueil digne
2 des personnes contraintes à l'exil et l'instauration de voies légales et sûres, s'impose pour éviter
3 ces drames humains.

4 **2. De nouvelles potentialités prometteuses**

5 De nouvelles potentialités apparaissent. Elles sont les ferments d'une alternative possible.

6 L'exigence de l'action internationale

7 Les instances internationales multilatérales sont le levier pour avancer vers un autre ordre du
8 monde. Il faut agir pour les renforcer et les réformer. Cela concerne l'Onu et ses agences
9 (Organisation mondiale de la santé, Organisation des Nations unies pour l'alimentation et
10 l'agriculture, Organisation mondiale de l'énergie, Organisation internationale du travail), de
11 même que de l'IPBES (Plateforme intergouvernementale sur la biodiversité et les services
12 écosystémiques). L'OMC doit être placée sous l'égide de l'ONU et transformée en organisation de
13 maîtrise d'un commerce équilibré, mutuellement avantageux, accompagnant des partages de
14 technologies et d'investissements. Une réforme profonde du FMI doit être engagée, placé lui aussi
15 sous l'égide de l'ONU. Ce sont des appuis décisifs pour enclencher des processus internationaux
16 pour la sécurité humaine et collective, pour la lutte contre le réchauffement climatique et pour le
17 respect du droit international.

18 Relever les défis globaux de l'humanité exige une coopération internationale et une action résolue
19 durable, permettant la création de rapports de force fondés sur les mobilisations populaires et
20 l'action politique des Etats et des peuples souverains.

21 C'est vrai pour la crise climatique et sanitaire, dont la résolution implique une transformation
22 globale des modes de production et de consommation. Il y a besoin d'une planification mondiale
23 d'investissements, de partage des brevets, des technologies et des résultats de la recherche, une
24 élévation des connaissances et des qualifications de toutes et tous.

25 Le rôle moteur et les défis des mouvements sociaux et populaires multiformes

26 Dans le sillage des soulèvements populaires pour la démocratie des printemps arabes, Les les
27 peuples, notamment la jeunesse et les femmes, se mobilisent. C'est le cas des mouvements
28 contre les régimes autoritaires et corrompus, au Liban, au Soudan, en Algérie. Du mouvement
29 « Femme, Vie, Liberté » contre la dictature islamiste en Iran, qui a un écho mondial et s'annonce
30 durable, pouvant bousculer les équilibres du Moyen-Orient. Ou encore de la lutte exemplaire des
31 femmes afghanes contre l'obscurantisme des Talibans. Toutes ces mobilisations soulignent le
32 caractère universel de la défense des droits humains.

33 Les grandes luttes contre le dérèglement climatique et les déforestations, comme au Brésil,
34 témoignent des exigences grandissantes de refonte des productions et d'une nouvelle culture de
35 la consommation.

36 Multiformes et décentralisés, ces mouvements instaurent un rapport de force. Ils sont cependant
37 confrontés à deux questions stratégiques. La première porte sur la manière dont les mobilisations
38 écologistes, féministes ou anti-racistes contribuent à renforcer le combat de classe et à unir le
39 monde du travail afin d'arracher des victoires sur le capital. La secondedeuxième est celle des
40 moyens politiques pour une perspective rassemblant majoritairement les peuples. La troisième

1 est de faire le lien avec les exigences et propositions sur l'utilisation de l'argent de sur les
2 entreprises.

3 Les mouvements sociaux contre les effets des politiques néolibérales sont confrontés à cette
4 question. En Amérique Latine, ils ont trouvé des débouchés politiques. En Europe, la question est
5 également soulevée. L'importance centrale de la question sociale et de celle du travail y apparaît
6 clairement. Le rôle du mouvement syndical s'y trouve d'ailleurs déterminant : au Royaume-Uni ou
7 l'Italie, c'est lui qui maintient la gauche debout.

8 La multiplicité des mobilisations sociales ne bouscule toutefois pas le sentiment d'impuissance
9 des peuples face à la guerre. Les mouvements de paix restent trop faibles pour peser sur les
10 rapports de force. Les reconstruire exige de faire grandir la conviction que la paix est possible.
11 Dans un esprit de large rassemblement, le PCF prendra toutes les initiatives pouvant contribuer à
12 la lutte pour arrêter les guerres, pour stopper l'augmentation des dépenses d'armement, pour
13 construire une « sécurité humaine » et globale, dans l'esprit de l'appel des Nations unies.

14 La gauche à la croisée des chemins

15 Partout, la gauche est confrontée au besoin de construire des majorités sociales et politiques,
16 fondées sur sa capacité à répondre aux aspirations populaires, à faire émerger une alternative au
17 capitalisme, à combattre les tentatives de division du salariat et des catégories populaires. Des
18 confrontations majeures face aux politiques des grandes bourgeoisies et à l'offensive de l'extrême
19 droite sont devant nous. Les communistes ont un rôle décisif à jouer dans ces combats.

20 En Amérique du Sud, la gauche a constitué des fronts larges. Les partis communistes y jouent un
21 rôle essentiel. Les gouvernements de gauche au Chili, en Colombie, au Pérou, en Bolivie, au Brésil
22 sont des points d'appui pour le changement des rapports de force dans cette partie du monde. La
23 défense des conquêtes sociales de la révolution cubaine, obtenues par le Parti communiste
24 cubain, et la levée du blocus criminel imposé par les Etats-Unis sont centrales ; ainsi que la fin des
25 ingérences et des sanctions américaines au Venezuela qui aggravent la crise économique dont
26 souffre le peuple vénézuélien.

27 En Europe, le PCF salue l'action des communistes espagnols dans le gouvernement de coalition
28 de Pedro Sánchez, les perspectives historiques qui s'ouvrent au Sinn Féin en Irlande et les progrès
29 réalisés par le PTB en Belgique. Pour autant, la gauche est confrontée à une crise historique dans
30 des pays majeurs de l'UE, comme l'Italie et l'Allemagne, et elle a presque été éradiquée d'Europe
31 de l'Est. Alors que le social-libéralisme a perdu sa force propulsive, même s'il continue de peser
32 dans un certain nombre de pays, que le « populisme de gauche » s'est avéré, en plus d'être
33 inefficace à conquérir le pouvoir, impropre à combattre l'extrême droite est en échec dans sa
34 stratégie de conquête du pouvoir, et que des secteurs concentrent leur action en direction de
35 certains électors en se détournant des forces vives du salariat et des catégories populaires,
36 d'importants débats stratégiques doivent être approfondis, condition de l'unité nécessaire. Se
37 pose ainsi partout la question clé des constructions politiques transformatrices à visée majoritaire,
38 fondées sur le monde du travail et les catégories populaires.

39 **3. Les principes et les cadres de la politique internationale du PCF**

40 Le PCF déploie sa politique internationale selon les axes suivants :

- 1 • La solidarité avec les forces progressistes et communistes et avec les mouvements sociaux
2 en prise avec la répression. Le PCF fait de la défense des droits humains, de la solidarité
3 avec les luttes sociales, démocratiques, féministes, écologiques, citoyennes, et des forces
4 qui les portent, une constante de sa politique internationale. Il est au côté des forces
5 progressistes et communistes et des forces syndicales interdites ou réprimées.
- 6 • la défense du droit des peuples et des nations à l'autodétermination et à la souveraineté,
7 contre les forces d'occupation et les agressions impérialistes. Les résolutions de l'Onu en la
8 matière sont les fondements du droit international et doivent être appliquées. Le PCF
9 réaffirme ainsi son engagement tout particulièrement aux côtés :
- 10 ◦ du peuple palestinien pour une paix juste et durable, pour la reconnaissance d'un Etat
11 indépendant et viable de Palestine, aux côtés d'Israël, sur la base des frontières de 1967
12 avec Jérusalem-Est pour capitale, ce qui implique le démantèlement des colonies
13 israéliennes, le retour des réfugié-es et la fin du régime d'apartheid colonial imposé aux
14 territoires occupés par Israël ;
- 15 ◦ du peuple sahraoui, et du Front polsario, pour l'application des résolutions de l'Onu et
16 la tenue d'un référendum d'autodétermination ;
- 17 ◦ du peuple kurde dans sa lutte contre l'intervention turque, contre les reliquats de
18 Daesh et les grands féodaux ;
- 19 ◦ du peuple chypriote et d'Akel, pour la reprise des négociations gelées depuis 2017 sur
20 l'application des résolutions de l'Onu, en vue de la réunification de Chypre sur la base
21 d'un Etat fédéral ;
- 22 ◦ du peuple irlandais, et du Sinn Féin, pour une république irlandaise unifiée ;
- 23 ◦ du peuple arménien et de la république d'Artsakh.
- 24 • Une France qui agisse en toute souveraineté en faveur de la sécurité humaine globale et de
25 la sécurité collective, pour un autre ordre du monde, multilatéral, de paix et de
26 coopération des peuples. Cela implique :
- 27 ◦ de souligner le rôle décisif des instances internationales multilatérales pour résoudre
28 les défis et les crises globales. La France doit agir pour de nouvelles coopérations
29 internationales, à partir de l'Onu et ses agences ; pour étendre et transformer l'usage
30 des droits de tirage spéciaux (DTS) du FMI comme base d'une monnaie commune
31 mondiale. Grâce au siège dont elle dispose au Conseil de sécurité, qu'elle entend
32 conserver, elle doit s'engager pour la démocratisation des Nations unies ;
- 33 ◦ de s'investir résolument dans les négociations climatiques, pour faire appliquer les
34 recommandations du Giec ;
- 35 ◦ de s'engager pour la sécurité collective. La France doit proposer la tenue d'une
36 conférence pan-européenne de sécurité collective pour arriver à une paix réelle en
37 Ukraine, fondée sur le respect de la souveraineté du peuple ukrainien et de la sécurité
38 pour tous les peuples. Elle doit se désengager de la tutelle guerrière de l'Otan. Un
39 nouveau système de sécurité collective européen et mondial permettra la dissolution
40 de l'Otan. Elle doit sortir de l'Otan. Elle doit prendre l'initiative d'un nouveau système
41 de sécurité collective européen et mondial qui permettra la dissolution de l'Otan. Dans

1 ce cadre, devront se tenir des négociations pour le désarmement multilatéral, global et
2 négocié, en particulier dans le domaine nucléaire ;

- 3 ○ la sécurité humaine globale, selon les principes du Programme des Nations unies pour
4 le développement (PNUD), impliquent de résoudre à l'échelle internationale les
5 questions alimentaires, le droit à l'éducation, les crises sanitaires, la crise écologique, la
6 lutte contre la pauvreté, qui sont autant de facteurs de conflit.

- 7 ● Une France qui prenne des initiatives pour initier une autre construction européenne, une
8 union de peuples et de nations libres, souveraines et associées :

- 9 ○ Une Europe qui rompe avec la logique libérale des traités européens actuels et avec les
10 règles budgétaires austéritaires, et qui porte un pacte social et démocratique entre les
11 peuples et les nations permettant, dans le cadre d'une Europe à géométrie choisie,
12 d'initier un large débat démocratique portant sur les coopérations nécessaires pour
13 relever les défis de civilisation climatiques, économiques, démocratiques. Les
14 citoyennes et les citoyens doivent être placés au cœur de cette autre construction
15 européenne.

- 16 ○ Une Europe qui réoriente la création et l'utilisation de l'argent pour l'emploi de qualité,
17 la formation, les services publics et la transition écologique, contrôlée
18 démocratiquement. Cela implique de créer un fonds européen de développement
19 écologique et social financé par la création monétaire de la BCE et de lutter contre
20 l'évasion fiscale en instaurant une imposition à la source des bénéficiaires des
21 multinationales. Il est ainsi possible de suivre les recommandations du Giec de
22 consacrer à la transition écologique 6 % du PIB annuel, c'est-à-dire 900 milliards par an
23 à l'échelle européenne.

- 24 ○ Une Europe qui soit fondée sur l'alignement par le haut des droits sociaux et
25 démocratiques, par exemple en matière de salaire minimum et d'égalité femmes-
26 hommes.

- 27 ○ Une Europe qui se désengage de la tutelle guerrière de l'Otan et des Etats-Unis, qui
28 ouvre des discussions sur un traité pan-européen de paix, de coopération et de sécurité
29 collective et qui use de son influence pour faire émerger de nouvelles règles dans les
30 relations internationales plus justes, démocratiques et pacifiques.

- 31 ○ Une Europe portant une autre politique agricole commune de la mer et des pêches,
32 protectrice de l'environnement, permettant une alimentation saine et promouvant une
33 rémunération juste des producteurs.

- 34 ○ Une Europe de la santé, structurée autour d'un pôle public du médicament.

- 35 ○ Une Europe accueillante pour les migrant-es et les réfugié-es, rompant avec les
36 règlements de Dublin et le pacte sur les migrations, l'asile et respectant le droit
37 international.

- 38 ○ Une Europe de coopérations industrielles au niveau européen obéissant aux nécessités
39 sociales et écologiques.

- 40 ○ Une Europe bâtissant une société de l'information et de la connaissance répondant aux
41 besoins de développement humain du continent et qui soit une alternative
42 civilisationnelle à la vision du monde portée par les Gafam.

1 | Le PCF s'engage dans cette bataille avec ses partenaires européens en s'appuyant sur les
2 | mobilisations et les revendications sociales, populaires et citoyennes.

3 | Le PCF s'engage dans l'ensemble des cadres de coopération entre forces communistes et
4 | progressistes qui permettent d'avancer sur ces objectifs : le Parti de la gauche européenne ; le
5 | forum européen des forces de gauche, vertes et progressistes ; les relations avec les partis
6 | communistes au niveau européen et international, par exemple dans le cadre de la conférence
7 | internationale des partis communistes et ouvriers ; -lors de la dernière qui s'est tenue à Cuba en
8 | octobre 2022, une déclaration commune a été signée. Il affirme sa solidarité avec les
9 | regroupements de solidarité et d'actions communes régionaux, tels que le forum de São Paulo.

III- LA FRANCE FACE À UNE CRISE DE RÉGIME

1

2 La France vit un moment d'une gravité exceptionnelle.

3 Le pays subit le choc d'une inflation sans précédent depuis 30 ans. Il affronte la menace de la
4 récession alors même que le CAC 40 enregistre des records. L'été 2022 a vu se succéder des
5 événements climatiques extrêmes : épisodes de canicule records, sécheresse des sols, régions
6 dévastées par des incendies et des orages meurtriers...

7 Des millions de nos concitoyen·nes affrontent la dégradation du pouvoir d'achat, le
8 développement de la pauvreté, les conséquences de décennies d'austérité. Le chômage touche
9 près de 6 millions de Français·es et la précarité se renforce, comme en témoigne l'augmentation
10 du recours à l'aide alimentaire.

11 Les inégalités femmes-hommes, les violences faites aux femmes et la réalité de l'oppression
12 patriarcale sont dorénavant au cœur des débats publics. Les associations, qui assurent trop
13 souvent des missions qui devraient être celles de services publics, eux-mêmes affaiblis par les
14 politiques gouvernementales, alertent sur le désengagement de l'Etat.

15 Une partie de la jeunesse est abandonnée, appauvrie, victime de la sélection sociale, privée
16 d'emploi, précarisée.

17 Dans le même temps, la montée des incivilités et des violences, les atteintes à l'intégrité des
18 personnes comme des agents publics, le développement des discriminations et du racisme
19 minent notre société.

20 La pandémie de Covid-19 a révélé les contradictions du système capitaliste dans notre pays.

21 La France, septième puissance économique du monde, s'est trouvée démunie par manque criant
22 d'effectifs, de masques, de tests, de lits d'hôpitaux, de respirateurs. Les personnels de santé
23 revendiquaient pourtant des moyens. Et les salarié·es concerné·es refusaient les fermetures des
24 entreprises produisant l'oxygène, les médicaments, les masques, les tests. Dans ce contexte,
25 Emmanuel Macron n'a obtenu qu'une victoire par défaut à la présidentielle, suivie du désaveu de
26 son parti aux élections législatives. Cette double séquence électorale aura ainsi révélé les deux
27 crises qui s'enchevêtrent, rendant la situation française totalement instable : celle du capitalisme
28 financiarisé et mondialisé et celle des institutions politiques du capitalisme français.

29 Au cœur de cette crise, l'extrême droite tend à briser son « plafond de verre », quand la gauche en
30 rencontre désormais un dans sa capacité à mobiliser une large partie des catégories populaires.
31 Combiné aux difficultés que rencontre le mouvement social, c'est une grave menace pour la
32 République. La gauche se retrouve devant des choix décisifs.

33 1. La nouvelle étape d'une crise systémique

34 ~~La France vit les conséquences d'une nouvelle étape de la crise systémique du capitalisme~~
35 ~~monopoliste d'Etat. L'essor des taux de profit procuré aux capitaux privés par la dévalorisation~~
36 ~~massive du capital public s'est enrayé après les « Trente Glorieuses ». Une nouvelle dynamique~~
37 ~~d'efficacité du capital ne s'est pas amorcée durablement, malgré les milliers de milliards investis~~
38 ~~pour tirer profit des nouvelles technologies numériques et informationnelles. Et ce, en dépit de~~

1 | ~~l'ampleur toujours plus démesurée des aides publiques aux entreprises. Cependant, la masse~~
2 | ~~croissante du capital matériel et financier accumulé réclame un taux de profit toujours plus élevé :~~
3 | ~~elle s'acharne donc à s'approprier toujours plus de profits, c'est à dire à prélever une part accrue~~
4 | ~~des richesses produites par le travail humain.~~

5 | ~~L'inflation en cours traduit ainsi une suraccumulation du capital. Elle correspond à la recherche de~~
6 | ~~marges accrues en prix pour sauver le taux de profit dans une concurrence mondiale exacerbée,~~
7 | ~~ainsi qu'à une production encore plus consommatrice de matières premières dont elle fait~~
8 | ~~décupler les prix, parce que le capital poursuit une spéculation effrénée et ne change pas les~~
9 | ~~modes de production.~~

10 | ~~Cette inflation, parce qu'elle réduit la valeur du capital, a déterminé la remontée des taux d'intérêt~~
11 | ~~dès mars 2022 par la Réserve fédérale des Etats-Unis, assumant la perspective d'une récession et~~
12 | ~~d'une remontée du chômage. La Banque centrale européenne suit, malgré les ravages qui vont en~~
13 | ~~résulter en Europe. La remontée des taux d'intérêt, tant redoutée, est devenue une réalité, elle~~
14 | ~~est une décision politique imposée par la domination du capital. Or, elle a des conséquences très~~
15 | ~~dures pour les peuples en France et dans le monde : accélération de l'arrivée de la récession,~~
16 | ~~chômage, baisse du pouvoir d'achat, régression des services publics, tensions entre pays.~~

17 | ~~Contrairement à l'idée que cette hausse des taux est la seule politique possible, il est urgent de~~
18 | ~~faire grandir dans les luttes actuelles l'idée qu'il faut changer dès maintenant de politique : les~~
19 | ~~banques centrales doivent pénaliser, par des taux d'intérêt dissuasifs, les crédits finançant les~~
20 | ~~opérations financières, et réduire fortement leurs taux lorsqu'elles financent des crédits~~
21 | ~~répondant à des exigences de services publics, de formation, de nouvelle industrialisation~~
22 | ~~écologique et sociale.~~

23 | ~~Imposer une nouvelle sélectivité du crédit est un enjeu de classe vital pour toute la société, minée~~
24 | ~~par les pénuries d'emploi et de qualification, d'offre inefficace, par les spéculations de toute sorte~~
25 | ~~et par le coût du capital.~~

26 | La France vit une nouvelle étape de la crise systémique du capitalisme monopoliste d'Etat (CME).
27 | Celle-ci peut apparaître comme une crise de la répartition : pas assez de salaires, pas assez de
28 | revenus, de dépenses pour les services publics, pour la formation et, bien sûr, pour l'emploi. Mais
29 | la cause profonde en est une gigantesque suraccumulation de capital. La masse croissante du
30 | capital matériel et financier suraccumulé réclame un taux de profit toujours plus élevé. D'où
31 | l'acharnement à prélever une part accrue des richesses produites par le travail humain et à brider
32 | les dépenses humaines, ce qui renforce les difficultés.

33 | Le regain de l'inflation est l'expression de ces difficultés. La remontée des taux d'intérêt, décidée
34 | par la BCE dans le sillage de la banque centrale des Etats-Unis, est une décision politique. Or, elle
35 | a des conséquences très dures pour les peuples en France et dans le monde : accélération de
36 | l'arrivée de la récession, chômage, baisse du pouvoir d'achat, régression des services publics,
37 | tensions entre pays.

38 | Certains prétendent offrir dans un « Etat fort » refuge et solution à cette crise. Mais un Etat fort
39 | pour qui ? Comment ? En réalité, cette crise ouverte depuis le début des années 1970 et qui
40 | persiste à travers les reprises suivies de rechutes est aussi une crise de l'intervention économique
41 | de l'Etat. Elle est même devenue crise des réponses étatiques que les dominants ont prétendu
42 | apporter à la crise du CME.

1 Il n'y a pas eu recul quantitatif de l'intervention économique de l'Etat, mais crise de celle-ci et
2 transformation de sa nature, tout particulièrement dans notre pays. Cette intervention est, à
3 présent, de plus en plus orientée directement pour appuyer le capital, les profits et la baisse du
4 coût du travail avec, en complément, un certain soutien à la demande et aux plus pauvres. Elle
5 prend différentes formes : subventions, exonérations de cotisations sociales ou d'impôts, prises
6 de participations en capital, utilisation intensive de la création monétaire, au bénéfice des
7 marchés financiers, mises en concurrence tous azimuts. Elle s'est repositionnée pour des
8 compromis avec les multinationales qui, elles, dépassent les frontières nationales. Surgissent à
9 présent de nouveaux enjeux de souveraineté et de morcellement des chaînes d'activité.

10 Imposer une autre intervention de l'Etat, et des pouvoirs démocratiques nouveaux pour une autre
11 utilisation de l'argent des entreprises et des banques, est un enjeu de classe qui mûrit dans la
12 crise. Il devient vital pour toute la société, minée de pénuries d'emploi, de qualification, d'offre
13 inefficace, minée par les spéculations de toutes sortes, par les délocalisations et par le coût du
14 capital. Pour leur part, les banques centrales doivent pénaliser, par des taux d'intérêt dissuasifs,
15 les crédits finançant les opérations financières et les délocalisations, et réduire fortement leurs
16 taux pour les crédits répondant à des exigences d'emploi, de formation, d'industrialisation
17 écologique et sociale.

18 **2. Une nation affaiblie et fracturée par le néolibéralisme**

19 La crise française est d'abord la résultante de l'offensive de la classe dirigeante et des
20 gouvernements à son service.

21 Dans un pays où l'austérité imposée par les traités européens s'est traduite par une pression
22 constante à la baisse des dépenses publiques et des salaires, mais où les dividendes n'ont cessé de
23 ruisseler sur les grands actionnaires, tandis que la fiscalité s'adaptait aux exigences des grandes
24 fortunes et de la finance, les inégalités se sont creusées d'année en année. Sous l'impact du
25 remodelage de l'ordre productif pour l'adapter aux besoins du nouvel âge du capitalisme, le
26 salariat s'est retrouvé en état d'extrême fractionnement, percuté par l'éclatement de ses statuts,
27 traversé par la coupure entre secteurs privé et public, divisé par des conditions d'existence
28 souvent très différentes.

29 A ces nouvelles réalités, le système capitaliste n'a d'autres réponses que l'isolement et
30 l'appauvrissement des individus. Là où de nouvelles solidarités seraient indispensables, il n'offre
31 aucune perspective à des phénomènes aussi cruciaux que le déchirement du lien social, le
32 vieillissement de la population, ou encore l'accroissement du nombre de familles mono-
33 parentales en butte à de grandes difficultés.

34 La restructuration territoriale que la contre-révolution néolibérale a imposée au pays, afin de
35 répondre aux besoins renouvelés du capital, et que la nouvelle architecture institutionnelle a
36 consacrée avec les lois Maptam et Notre, a conduit à l'accélération du phénomène de
37 métropolisation. Celui-ci capte capitaux, financements et pouvoirs. Il s'accompagne de
38 l'appauvrissement d'une partie des populations qui y vivent et provoque le déclassement du rural,
39 du péri-rural, des petites et moyennes villes.

40 C'est dans ces territoires que se font particulièrement sentir les effets du démantèlement des
41 services publics, comme de l'adaptation de l'Etat aux besoins du capital, au détriment de ses
42 missions d'intérêt général. Le manque d'investissements et de personnels rejaillit sur l'hôpital ou

1 l'Education nationale. Il entraîne les démissions de plus en plus fréquentes d'agent-es des services
2 publics autant que les difficultés de recrutement. Cette défaillance se combine avec la
3 désindustrialisation du pays et s'ajoute aux difficultés de se loger ou de se déplacer et aux hausses
4 de prix. Cela alimente une colère sourde, mais entraîne également du découragement et de la
5 défiance envers l'action publique. Les campagnes incitant au repli individualiste et exaltant la
6 compétition entre les être humains ont pu, pour cette raison, marquer d'indéniables points.

7 Les quartiers populaires urbains, pour ce qui les concerne, concentrent à la fois des populations
8 confrontées à la grande pauvreté qui se battent pour leur dignité et une jeunesse qui représente
9 un formidable potentiel pour la nation mais se heurte aux murs d'un système injuste et d'une
10 République ne respectant pas ses promesses d'égalité.

11 Cette véritable crise de l'aménagement du territoire, se conjugue à la crise sociale que vit la
12 France et débouche sur une crise majeure de la démocratie. Le mouvement des « Gilets jaunes »
13 aura mis en accusation ces diverses dimensions. La République s'en voit affaiblie par la
14 désagrégation continue du sentiment d'appartenance à une communauté citoyenne réunie
15 autour de sa devise « Liberté – Egalité – Fraternité ».

16 **3. L'ébranlement des institutions du capitalisme français**

17 Le niveau d'abstention aux scrutins de 2022 a confirmé la désagrégation générale de tous les
18 mécanismes de représentation. Plus d'un quart des inscrit-es n'a pas participé à l'élection
19 présidentielle et, aux élections législatives, l'abstention s'est révélée majoritaire dans toutes les
20 tranches d'âge jusqu'aux 50-59 ans.

21 De surcroît, en s'enracinant de consultation en consultation, et en se prolongeant d'attitudes
22 similaires dans la plupart des rendez-vous de la vie sociale, à commencer par les élections
23 professionnelles, ce comportement traduit une défiance massive envers les pouvoirs établis, les
24 élu-es et les partis, le Parlement, toutes les institutions de la démocratie politique et sociale.

25 L'absence de majorité parlementaire pour le président de la République est une situation inédite
26 depuis l'instauration du quinquennat.

27 Jamais depuis 1958 un président n'avait été autant éloigné de la majorité absolue au Palais-
28 Bourbon et de la majorité des suffrages exprimés. Reconduit à la seule faveur d'un vote motivé
29 par la volonté d'une majorité de Français-es de faire barrage au Rassemblement national, il ne
30 dispose pas de la légitimité qui lui permettrait de conduire sa politique sans secousses majeures,
31 cette dernière ne disposant d'aucun assentiment populaire. L'autorité présidentielle, clé de voûte
32 des institutions de la V^e République est ainsi remise en cause : le pays est entré dans une crise de
33 régime majeure.

34 Ici se mesure l'épuisement de la tentative d'Emmanuel Macron d'offrir, à partir de 2017, une
35 nouvelle cohérence à la bourgeoisie française, en pliant la France aux normes de la globalisation
36 capitaliste et en parvenant à détruire les conquêtes subsistant du programme du Conseil national
37 de la Résistance. Il s'est efforcé d'asseoir son projet sur le mythe moderniste de la « *start-up*
38 *nation* », justifiant l'accélération des réformes néolibérales, et en particulier la casse du droit du
39 travail et des services publics, par le « ruissellement » que cette politique était censée apporter à
40 la majorité de la population. Il a tenté d'élargir sa base sociale en proclamant une « grande
41 ambition écologique » qui s'est vite révélée une justification des appels à consentir de nouveaux

1 sacrifices. De même, il s'est employé à récupérer une série d'aspirations à l'égalité des droits
2 montant de la société. Tout cela s'est effondré dès le début son premier quinquennat.

3 Après la loi visant le code du travail et les premières mobilisations qui y avaient répondu, le
4 mouvement des « Gilets jaunes » a commencé de déstabiliser le pouvoir. Ce mouvement, dans les
5 conditions de spontanéité où il était né, sans lien avec le mouvement ouvrier organisé, ne pouvait
6 acquérir une claire perception des enjeux de classe de la bataille qu'il livrait. Il était en outre
7 traversé d'influences politiques diverses, allant jusqu'à des courants d'extrême droite. Il n'en a pas
8 moins contribué à remettre à l'ordre du jour la question du pouvoir d'achat, le besoin de dignité et
9 de justice qui s'exprime dans notre société, donc l'aspiration à une vie meilleure.

10 La mobilisation face à la première tentative de contre-réforme des retraites a ensuite manifesté
11 l'isolement social du macronisme et l'existence au sein de notre peuple, malgré la crise, de
12 ressorts de lutte importants. Le mouvement syndical y avait exprimé une force qui comptera pour
13 l'avenir.

14 Avec la pandémie qui a suivi et les confinements, se sont révélées les conséquences des préceptes
15 néolibéraux sur les services publics, l'injustice profonde des politiques subies par un monde du
16 travail en première ligne pour tenir le pays debout, l'affaiblissement de la souveraineté de la
17 France en matière sanitaire, alimentaire, et industrielle. L'obligation dans laquelle se sont trouvés
18 le président et son gouvernement de mettre en œuvre le « quoi qu'il en coûte » a fini de mettre à
19 mal la cohérence de son projet initial.

20 Ses tentatives ultérieures de retrouver une autorité sur le théâtre international, par un
21 positionnement « d'équilibre » face à la guerre en Ukraine, ou encore à travers ses tentatives de
22 relancer un projet fédéraliste pour restabiliser une construction capitaliste de l'Europe en pleine
23 tourmente auront, à leur tour, fait long feu.

24 Emmanuel Macron avait inauguré son premier mandat en cherchant à dynamiter la structuration
25 traditionnelle de la vie politique, en se proclamant « *et de droite et de gauche* ». Voulant, dans les
26 conditions où il se trouve placé depuis le printemps 2022, étendre son assise politique et trouver
27 une majorité à l'Assemblée nationale, il a abandonné cette posture, se tournant résolument vers
28 la droite en reprenant nombre des thèmes défendus par cette dernière. Le parti Les Républicains
29 s'est, ce faisant, trouvé pris en tenailles entre les manœuvres du parti présidentiel et le
30 Rassemblement national. Il tente d'y échapper en s'engageant dans une surenchère sécuritaire
31 aux relents souvent xénophobes avec le Rassemblement national. Il en résulte une droitisation
32 extrêmement dangereuse du débat politique et idéologique.

33 La pratique politique du pouvoir se fait ainsi de plus en plus autoritaire. Il use à outrance des
34 dispositions arbitraires que la Constitution lui confère, d'article 49-3 en procédures d'urgence. Il
35 s'appuie sur les pouvoirs dévolus à une technocratie fanatisée par la religion de l'argent et qui se
36 soustrait au contrôle démocratique. Il amplifie son offensive contre les droits syndicaux et
37 renforce les lois sécuritaires et liberticides afin de rendre plus difficile la mobilisation sociale. Il
38 n'hésite plus à multiplier annonces et textes législatifs visant les migrant-es, au risque
39 d'encourager des comportements racistes dans l'opinion et de conforter les thèmes identitaires
40 dans la vie publique.

1 **4. D'un « plafond de verre » à l'autre : la République en danger**

2 Le Rassemblement national est le grand bénéficiaire du climat nauséabond qui s'installe. Avec
3 l'élection de ses 89 député·es, il a commencé à briser le « plafond de verre » auquel il était
4 confronté jusqu'alors.

5 Pour la première fois depuis son irruption sur la scène nationale, au milieu du premier septennat
6 de François Mitterrand, le parti d'extrême droite a su capitaliser des années d'efforts pour
7 s'implanter dans les territoires. Sa progression de 20 % en moyenne d'un tour à l'autre des
8 législatives, ses victoires dans près de la moitié des duels ou triangulaires disputés par lui,
9 l'élargissement de son implantation géographique en sont le résultat.

10 Le parti lepéniste a su travailler, et surtout détourner au profit de son projet d'une société
11 d'apartheid ethnique, toutes les angoisses françaises, les souffrances engendrées par la précarité
12 grandissante du travail, l'impression d'abandon de populations travailleuses vivant loin des
13 métropoles, leur colère face à la désindustrialisation comme au retrait de la République et des
14 services publics des territoires péri-urbains, le ressentiment diffus devant les pertes de
15 souveraineté de la nation et du peuple sous les coups de boutoir de la globalisation marchande et
16 financière.

17 Dans sa position de force actuelle, le RN se porte clairement candidat au pouvoir, escomptant que
18 des secteurs importants du capital se tourneront vers lui pour trouver une issue autoritaire à la
19 crise, selon un scénario qui s'est déjà réalisé dans d'autres pays d'Europe, comme l'Italie. C'est
20 dans ce contexte que les idées racistes et xénophobes tendent à se répandre dans la société, avec
21 un impact d'autant plus fort que le parti de Le Pen s'est vu concurrencé à l'élection présidentielle
22 par celui de Zemmour. Ce dernier a ouvertement porté un programme directement inspiré de
23 l'idéologie des Ligues de l'entre-deux guerres et du régime de Vichy. Autour de lui des forces
24 militantes importantes se sont regroupées, ne dissimulant pas leur désir d'action violente.

25 A l'inverse de cette nouvelle percée de l'extrême droite, c'est désormais la gauche qui se heurte à
26 un « plafond de verre ». Le doublement de sa représentation au sein de l'Assemblée nationale ne
27 peut pas masquer que celle-ci reste une des plus faibles de la V^e République, très loin de la
28 majorité espérée, et surtout sans dynamique car ne progressant pas en suffrages exprimés par
29 rapport au scrutin de 2017.

30 Plus fondamentalement, si la coalition électorale réalisée autour de la Nouvelle Union populaire,
31 écologique et sociale réalise ses meilleures performances dans les centres-villes et leurs
32 périphéries populaires immédiates, ce dont nous nous félicitons, elle ne parvient pas à mobiliser
33 ou à remobiliser les plus lointaines périphéries urbaines ou encore les zones rurales, où se
34 concentrent pourtant une part importante du monde du travail, des catégories populaires et
35 moyennes.

36 **5. D'importantes forces disponibles à la contre-offensive**

37 Des mobilisations sociales, certes d'ampleur inégale, se seront pourtant multipliées dans la
38 dernière période à l'initiative des salarié·es et de leurs organisations syndicales. Des luttes
39 d'entreprises ou de secteurs ont vu le jour et ont souvent arraché des succès, en particulier sur les
40 salaires. La jeunesse a manifesté massivement son aspiration à la justice climatique, mais aussi sa
41 volonté de voir changer ses conditions d'existence et d'études. Autour du mouvement contre les

1 violences sexuelles et sexistes, le féminisme s'est réaffirmé dans la situation française. Des
2 mouvements citoyens ont vu le jour contre le racisme, l'antisémitisme, les discriminations ou les
3 violences commises par des policiers.

4 Tous ces combats se sont heurtés à l'inexistence d'un débouché politique crédible, à même de
5 politiser leurs enjeux et d'ouvrir la voie à une alternative de gauche. Les exigences qu'ils ont mis
6 en avant à partir de leurs revendications concrètes pour les salaires, l'emploi, les services publics,
7 les droits des privés d'emploi, la défense de l'environnement, ou les libertés fondamentales n'en
8 représentent pas moins un atout essentiel pour rouvrir un chemin à une perspective
9 transformatrice. Ils ont en effet affiché le besoin de solidarité face aux fragmentations du pays, la
10 nécessité de combattre pied à pied les injustices au nom du principe d'égalité sociale et citoyenne,
11 l'aspiration à reconquérir des conditions d'existence dignes pour chacune et chacun, le refus de
12 voir les individus renvoyés à des identités qui les enferment et les mutilent, l'appétit de
13 démocratie pour recouvrer les moyens de peser sur la définition de l'avenir.

14 Pour les communistes, construire une majorité politique de transformation sociale implique de se
15 hisser à la hauteur des attentes exprimées, des enjeux partagés largement par le salariat et les
16 catégories populaires, tels une meilleure rémunération du travail et la revalorisation de son sens,
17 ou les revendications qui portent sur le coût décuplé de l'énergie.

18 Reconquérir ces acteurs et actrices des mobilisations, cette partie du monde du travail et des
19 catégories populaires sans lesquels aucune victoire politique n'est envisageable : tel est le chemin
20 à emprunter.

21 Les événements de la dernière période ont totalement bouleversé les équilibres politiques de
22 notre pays. Ils annoncent une instabilité inédite depuis longtemps. La France et la gauche sont à
23 l'heure des choix.

IV. L'ACTUALITÉ BRÛLANTE DU PROJET COMMUNISTE

1

2 Nous vivons bien une crise de civilisation. L'état de choses existant résiste mais, de toutes parts,
3 se cherchent d'autres solutions que celles que le capital veut imposer. Il y a une alternative !

4 Avec le besoin d'une révolution écologique, l'humanité est confrontée en pratique avec sa
5 responsabilité à l'échelle mondiale : rendre vivable sa relation avec la niche écologique qu'elle
6 occupe, et qui s'étend aujourd'hui à l'espace, au fond des océans, à la maîtrise des processus
7 biologiques sur lesquels repose la vie des êtres humains. Avec les débuts de la révolution
8 technologique informationnelle et ses exigences de partage des informations et des pouvoirs, la
9 perspective d'aller « au-delà » du marché capitaliste prend un caractère concret. Tandis que les
10 crises attisent conflits, défiances, nationalismes, xénophobies, racisme, la contestation au grand
11 jour de toutes les discriminations témoigne de ce que le développement des capacités de chacune
12 et chacun, l'émancipation de la personne dans toutes ses dimensions, devient nécessaire pour le
13 bien commun de toute l'humanité. L'ampleur mondiale du mouvement féministe nourrit tous les
14 combats progressistes et rend manifeste leur portée universelle, pour chacune et pour chacun.

15 **1. Pour une civilisation nouvelle, fondée sur le développement des capacités** 16 **humaines, en harmonie avec la Terre**

17 Le projet communiste se construit comme une réponse écologique, sociale, féministe, antiraciste,
18 internationaliste à ce besoin de révolution, mettant fin à toute forme d'exploitation et de
19 domination. Il répond à l'exigence d'une abolition effective et réussie du capitalisme et du
20 libéralisme, à l'issue de transformations successives conduisant à les dépasser par la construction
21 et l'essor d'une nouvelle civilisation – une civilisation de toute l'humanité où « *le libre*
22 *développement de chacun devient la condition du libre développement de tous* » (Karl Marx).

23 Le communisme s'oppose radicalement au capitalisme et à la façon dont il pervertit les rapports
24 des êtres humains avec la nature, dans l'activité par laquelle ils en tirent des produits utiles à leur
25 existence. De façon inséparable, il s'oppose à tout ce qui pervertit les rapports des êtres humains
26 entre eux et fait obstacle à l'émancipation de la personne humaine, la soumet au marché, délègue
27 les pouvoirs au patron, au « chef de famille », aux chefs politiques, aux « présidents », aux
28 « maîtres à penser »... Cela rencontre les formidables aspirations à l'émancipation personnelle.

29 Le communisme est ainsi à la fois l'objectif et le chemin menant à une société de partage des
30 richesses, mais aussi des pouvoirs, des savoirs et des rôles : une société sans classes, sans guerres,
31 dépassant les États nationaux ; une société où domination, exploitation, discriminations et
32 aliénations sont abolies.

33 Cette perspective fonde l'existence d'un Parti communiste agissant au quotidien afin de
34 construire une majorité populaire en faveur de la transformation radicale de la société. En faveur
35 d'une révolution politique visant à abolir graduellement les délégations de pouvoir qui, dans l'Etat
36 et les sociétés capitalistes et libérales d'aujourd'hui, privent l'immense majorité du pouvoir
37 d'intervenir, de décider et de contrôler l'exécution des décisions.

38 La démocratie est le but et le moyen de notre combat révolutionnaire.

1 Pleinement internationalistes et engagés dans des combats convergents avec des partis
2 communistes et d'autres forces qui contestent un monde structuré par les logiques capitalistes
3 sous l'hégémonie en tous domaines du capital nord-américain, nous ne saurions concevoir le
4 processus révolutionnaire autrement que comme le prolongement et le dépassement du combat
5 pour la liberté et l'égalité qui a forgé l'histoire de notre peuple, des Lumières à la Révolution
6 française, de la Commune de Paris aux conquêtes de la Libération, des luttes ouvrières aux
7 combats pour la paix et contre le colonialisme. C'est dans cette perspective que nous travaillons à
8 prendre en compte, dans tous ses aspects contradictoires, l'expérience historique qui a soulevé
9 dans le monde un immense espoir en 1917. Lançant un défi à la domination universelle du
10 capitalisme, elle a servi de point d'appui à des conquêtes sociales dans le monde entier, et l'URSS
11 a apporté une contribution capitale à la victoire contre le fascisme hitlérien. Cependant, dans le
12 contexte de l'arriération initiale du pays où elle est née, le système étatiste qui s'y est développé a
13 été marqué par les crimes du stalinisme. Il s'est effondré face à la pression des puissances
14 capitalistes à l'issue d'une crise profonde d'inefficacité économique, après avoir refusé de prendre
15 en compte les exigences de démocratie et de liberté qui montaient des sociétés.

16 Les différents axes de transformation révolutionnaire que comporte le projet communiste doivent
17 faire l'objet d'un vaste débat dans la société avec les autres projets en présence dans la bataille
18 politique – ceux qui visent à préserver l'état de choses existant, comme ceux qui visent à
19 l'aménager ou à le transformer.

20 **2. Un processus révolutionnaire pour vaincre la résistance du capital**

21 Le projet communiste ne se réduit pas seulement à une utopie, à la définition d'une société idéale
22 à l'horizon d'une transformation plus ou moins lointaine. C'est un processus qui commence tout
23 de suite, dans un conflit permanent et multiforme avec le capital, pour arracher des réponses
24 immédiates aux aspirations populaires. Mais ce « mouvement » n'est pas tout, et le but final
25 compte car c'est d'une tout autre société qu'il faut, sans attendre, concevoir et poser, une à une,
26 les briques.

27 Chaque fois que des éléments de partage progressistes des richesses, des pouvoirs, des savoirs,
28 des rôles sont conquis, se traduisent dans des avancées institutionnelles, comme au lendemain de
29 la Deuxième Guerre mondiale, c'est un progrès vers du communisme. Cela ne fait pas pour autant
30 de notre société une société communiste. Cela fait bien plutôt monter le besoin de révolution
31 dans tous les aspects de la vie humaine.

32 En effet, tous les mouvements émancipateurs se heurtent à un même adversaire : le capital. Il
33 s'oppose à ces avancées avec toute la puissance que lui confèrent son pouvoir sur l'utilisation de
34 l'argent imprégnant tous les lieux de décision économiques, politiques et sociaux, ses possibilités
35 de recours à la violence étatique, ses moyens matériels et idéologiques de discréditer et de
36 décourager les mouvements qui contestent sa domination. Agir dans les luttes, dans la bataille
37 d'idées et dans les institutions pour rassembler ces mouvements dans un combat de classe contre
38 leur adversaire commun en leur donnant la force, par la cohérence d'un projet révolutionnaire, de
39 l'emporter sur la puissance du capital : c'est là l'utilité du rôle original que le Parti communiste
40 veut jouer dans les conditions concrètes de la France et du monde d'aujourd'hui.

41 C'est dans les mobilisations sociales, écologistes, féministes, antiracistes, internationalistes que
42 progresse le plus le combat politique pour déjouer le travail de division qu'opèrent le pouvoir, le
43 patronat et l'idéologie dominante, et pour rassembler, contre l'exploitation, l'ensemble du

1 salariat, des ouvrier-es aux cadres, ainsi que toutes celles et toutes ceux qui n'acceptent plus d'être
2 dominé-es, exclu-es, en butte au racisme, nié-es dans leur culture, dans leur genre, dans les
3 relations avec leur aîné-es. C'est dans les luttes et dans la bataille d'idées que cette large majorité
4 de notre société peut s'affirmer comme une majorité politique, capable d'imposer
5 démocratiquement au Parlement, au gouvernement et jusque dans tous les lieux de pouvoirs, des
6 choix politiques ouvrant la voie à la construction d'une nouvelle civilisation.

7 Les conditions de cette construction mûrissent en effet dans les contradictions du capitalisme
8 financiarisé et mondialisé en crise. Mais tant que la logique de la rentabilité capitaliste et la
9 confiscation du pouvoir par une minorité dominant la société et toutes les relations entre les êtres
10 humains, la crise ne peut que s'approfondir et meurtrir davantage les exploité-es et les dominé-es.
11 Pour qu'une autre logique, sociale, écologique, féministe, antiraciste, internationaliste, c'est-à-
12 dire communiste, l'emporte, il faut une révolution politique et une révolution économique,
13 écologique, culturelle. C'est l'enjeu d'un conflit, dont la durée, les avancées, les reculs et les
14 conquêtes dépendent des rapports de force politiques entre l'ordre ancien et le mouvement qui
15 vise à l'abolir jusqu'à le dépasser.

16 **3. Le chemin : une révolution dans l'économie, dans l'écologie, dans toutes les** 17 **relations entre les êtres humains**

18 On peut définir les grands traits de cette transformation révolutionnaire, en tant qu'ils affectent
19 l'économie et, de façon inséparable, l'écologie et ce que l'on peut appeler l'anthroponomie, c'est-
20 à-dire toutes les dimensions dans lesquelles les êtres humains se construisent par les relations
21 entre générations, au travail, dans la vie de la cité, dans la vie culturelle et psychique.

22 Le projet communiste passe par une révolution des rapports sociaux de production, de consommation 23 et de répartition

- 24 • une appropriation sociale, du local au mondial, des moyens de production, d'échange et de
25 financement, de la gestion des entreprises, une transformation des buts poursuivis, des
26 pouvoirs de décision, et des critères de gestion au service d'une nouvelle efficacité sociale
27 et écologique de l'économie, s'appuyant sur des formes de propriété et de pouvoir
28 nouvelles ;
- 29 • le dépassement du salariat capitaliste par l'avancée d'une sécurité d'emploi ou de
30 formation, garantissant une continuité de revenu tout au long de la vie avec des activités
31 développant toutes les capacités des êtres humains, pour que chacune et chacun
32 s'émancipe d'un système où leurs capacités tendent à n'être considérées que comme une
33 force de travail traitée comme une marchandise ;
- 34 • un nouvel âge de la démocratie à tous les niveaux et dans tous les domaines impliquant
35 notamment des pouvoirs d'intervention directe, décentralisés, de tous les acteurs sociaux,
36 des citoyennes et citoyens.

37 Porteur d'une véritable révolution du travail et de son sens, le dépassement du marché du travail
38 met à l'ordre du jour une nouvelle logique économique, avec un dépassement du marché des
39 biens et des services, par l'affirmation de nouveaux critères de gestion des entreprises, entrant en
40 conflit avec les critères de gestion capitalistes, et par l'essor de nouveaux services publics, lieux
41 d'exercice de nouveaux pouvoirs par leurs agent-es et par leurs usager-ères ; avec le dépassement

1 du marché de l'argent par le développement d'un nouveau crédit bancaire, contre la dictature des
2 marchés financiers ; et avec le dépassement du marché mondial qui connecte les trois précédents
3 à l'échelle de la planète, par une nouvelle mondialisation de coopération et de paix, remplaçant
4 l'hégémonie du dollar et de ses institutions (FMI, Banque mondiale) par une monnaie commune
5 mondiale de coopération avec de nouvelles institutions, depuis l'échelon local jusqu'au niveau
6 national, et du niveau européen au niveau mondial.

7 Le projet communiste passe par une révolution écologique

8 L'organisation de la vie en société doit être inspirée, de part en part, par l'impératif de développer
9 et de mettre à la disposition de toutes et tous ces biens communs de l'humanité que sont le
10 climat, la biodiversité, la qualité de l'air, de l'eau, des paysages... Une refonte écologique et
11 culturelle de la production et de la consommation suppose des politiques de coopération se
12 substituant à la concurrence, afin de tendre vers une économie circulaire, réduisant ainsi la
13 pression sur les ressources et les écosystèmes. Il s'agira de faire face au défi climatique par des
14 politiques d'atténuation et d'adaptation ambitieuses, pour œuvrer à un monde neutre en carbone
15 avant la seconde moitié de ce siècle. Le développement des énergies bas carbone, nucléaire
16 comme renouvelables, en parallèle de la généralisation de la mobilité propre, du fret ferroviaire,
17 fluvial et maritime, des mesures d'efficacité énergétique dans le bâtiment et l'industrie, ainsi que
18 la promotion de l'agroécologie et l'agroforesterie, seront des leviers incontournables pour assurer
19 la survie des 8 et bientôt 10 milliards d'habitant·es sur Terre.

20 Services publics et entreprises sont au cœur de l'enjeu écologique : services publics de l'écologie,
21 de la santé, de la recherche ou du financement, mais aussi entreprises productives, avec de
22 nouveaux critères de gestion (donc de production et de localisation), banques (avec de nouveaux
23 critères d'investissement et de financement). Nous pouvons faire converger des forces du
24 « dedans » et du « dehors » de l'entreprise, à partir du double enjeu social et écologique qui se
25 rejoignent contre la domination du capital, les critères de rentabilité financière, l'austérité et le
26 système de pouvoirs.

27 Le projet communiste passe par une révolution des relations entre générations, du travail, de la 28 politique, de la culture

29 C'est pourquoi il n'établit pas de hiérarchie entre les luttes émancipatrices. Il développe le combat
30 féministe jusqu'à une civilisation libérée de toute trace du patriarcat dans la famille, dans
31 l'économie, dans la vie politique et dans la vie des idées. Il développe les combats antiracistes en
32 poussant jusqu'au bout la bataille de l'égalité des droits. Il agit pour une laïcité qui libère les
33 individus de l'emprise des obscurantismes et des communautarismes. Cependant, à la différence
34 des courants qui se contentent d'une juxtaposition des luttes contre les dominations, il vise à les
35 articuler à la bataille de classe contre l'exploitation, condition pour arracher son pouvoir au
36 capital.

37 A l'inverse de la marchandisation accélérée par les multinationales du numérique, le projet
38 communiste repose sur la libre circulation des arts et des idées. Il protège les artistes, favorise
39 l'accès de toutes et tous aux pratiques artistiques comme à la diffusion culturelle. Il considère la
40 liberté de création et de diffusion comme une liberté fondamentale, permettant l'émancipation
41 individuelle et celle de la société tout entière.

42 Ce processus vers la construction d'une nouvelle civilisation, nous voulons en instruire les
43 conditions à la lumière, entre autres, des expériences révolutionnaires des cent dernières années.

1 Au-delà du dépassement des marchés, le projet communiste mène, à terme, au dépassement du
2 travail lui-même comme forme contrainte des activités de production. Poussé jusqu'à son but
3 final, il mène au dépassement des nations, de l'argent, de l'Etat... c'est-à-dire au communisme.

4 La même logique, dans son conflit avec celle de plus en plus perverse et inefficace du capitalisme,
5 donne ainsi aux axes de propositions qui structurent l'activité des communistes dans la durée une
6 cohérence fondamentale, entre poursuite d'objectifs sociaux transformateurs, conquête de
7 pouvoirs et de droits nouveaux, et mobilisation des moyens financiers nécessaires.

8 Cette logique donne leur sens à nos efforts pour l'unité du salariat et de toutes les forces
9 d'émancipation dans le monde. Elle donne sens à une stratégie politique visant à constituer des
10 majorités pour conquérir démocratiquement des pouvoirs dans tous les lieux, du local au mondial,
11 où prédomine aujourd'hui la logique capitaliste. Elle se traduit dans l'organisation et dans l'action
12 du parti révolutionnaire que veut être le Parti communiste français.

V. OUVRIR UN NOUVEL HORIZON POUR LA FRANCE

1
2 Avec le peuple de France, avec sa jeunesse, nous voulons engager la nation sur le chemin de
3 grands changements rendus possibles par des réformes heureuses.
4 Nous voulons écrire pour toutes et tous une nouvelle page d'émancipation.
5 Nous voulons révolutionner le travail, la production et la consommation pour que chacune et
6 chacun puisse travailler avec un bon emploi ou être en formation, travailler mieux et travailler
7 moins, en dépassant le marché du travail capitaliste.
8 Nous voulons inverser les priorités entre capital et êtres humains : priorité à la formation, à
9 l'emploi, à l'épanouissement des femmes et des hommes ; l'investissement, l'équipement, les
10 dépenses en capital doivent être au service des êtres humains, au lieu de chercher à les évincer.
11 Nous voulons promouvoir les biens communs en développant les services publics du local au
12 mondial.
13 Nous voulons construire un nouveau pacte républicain pour rendre au peuple sa pleine
14 souveraineté et réaliser l'égalité réelle par la révolution féministe et la relance d'un grand
15 mouvement de lutte contre le racisme, l'antisémitisme et les discriminations.
16 Dans le prolongement de notre campagne de l'élection présidentielle de 2022 et des 180
17 propositions qu'y a portées Fabien Roussel, nous voulons agir à partir de grands axes qui font
18 l'originalité de l'action du Parti communiste français pour répondre aux urgences du moment .
19 C'est ainsi, en désignant les objectifs de la transformation révolutionnaire pour laquelle nous
20 militons, en avançant des moyens pour l'engager, en proposant un chemin de lutte pour y
21 parvenir, que nous entendons permettre à la France de retrouver une voix indépendante dans
22 l'arène internationale. D'agir en faveur d'une autre construction européenne, dégagée des traités
23 austéritaires et des règles qui bafouent la souveraineté des peuples et des nations. De défendre
24 des mesures ambitieuses pour un monde de paix, de coopérations, de sécurité collective.

25 **1. Révolutionner le travail, la production et la consommation**

26 Le chômage tue et abîme la vie de six millions de personnes et de leur famille. Il permet au Medef
27 et aux néolibéraux de maintenir des salaires en berne, les horaires étendus sans supplément de
28 rémunération.

29 Aussi, les communistes proposent de construire un système permettant de travailler toutes et
30 tous, une sécurité de l'emploi et de la formation dont l'ambition est d'éradiquer le chômage. Dès
31 la sortie du système scolaire, nous proposons que chacune et chacun soit affilié-e à un nouveau
32 service public de l'emploi et de la formation lui permettant d'alterner, tout au long de sa vie,
33 périodes d'emplois et périodes de formation dans une sécurité de revenu et de droits.

34 Les communistes prendront toute leur place dans la mobilisation sociale unitaire contre la
35 nouvelle réforme des retraites prévue par Emmanuel Macron. Ils porteront l'abrogation des
36 réformes Balladur et Fillon. Notre projet est celui d'une retraite à taux plein à 60 pour toutes et
37 tous, intégrant la prise en compte des années d'études et de formation, du nombre d'enfants, de

1 | la pénibilité avec des droits au départ anticipés. Nos propositions de financement reposent sur
2 | deux innovations : la création d'une cotisation sur les revenus des entreprises ; une modulation à
3 | la hausse des cotisations sociales pour les entreprises qui attaquent l'emploi, les salaires et la
4 | formation.

5 | Au-delà, c'est le travail lui-même et notre mode de production que nous voulons changer.

6 | Des bas salaires et des conditions de travail dégradées aux inégalités professionnelles entre les
7 | femmes et les hommes, des contrats courts et des horaires décalés au développement de
8 | l'ubérisation qui combine toutes les régressions, des pénuries d'emplois dans des secteurs aussi
9 | divers que la restauration ou le bâtiment, à la démission de centaines de milliers de salarié·es :
10 | tout appelle à transformer le travail pour lui redonner un sens qui permette à chacune et chacun
11 | de s'y émanciper.

12 | Une conférence sociale nationale, salaires-emploi-formation, devrait créer les conditions d'une
13 | augmentation générale des salaires, d'une création massive d'emplois, d'un développement sans
14 | précédent de la formation et d'une meilleure prise en compte des qualifications et de la pénibilité.
15 | Les métiers à prédominance féminine doivent être revalorisés et la mixité des filières de
16 | formation des métiers doit être assurée. Les violences sexistes au travail appellent de sévères
17 | sanctions et les entreprises doivent être contraintes à l'égalité salariale et professionnelle. Nous
18 | appelons à la régularisation des travailleurs et travailleuses sans papiers, l'égalité de statut étant
19 | un moyen essentiel de lutter contre la mise en concurrence des salarié·es.

20 | Retrouver la maîtrise de son travail, de sa finalité et de son organisation collective implique des
21 | pouvoirs de décisions nouveaux pour les salarié·es.

22 | Et il faut travailler moins ! Nous proposons d'initier la mise en œuvre des 32 heures
23 | hebdomadaires sans perte de salaire, en commençant pour tous les emplois qui le nécessitent
24 | immédiatement du fait de leur pénibilité, d'encadrer l'usage des outils numériques et le
25 | télétravail, de garantir le droit à la déconnexion. Nous appelons à développer le temps consacré à
26 | la formation professionnelle, à la vie familiale et à la parentalité, à des activités d'intérêt général,
27 | d'épanouissement personnel ; et nous agissons pour garantir une retraite à 60 ans à taux plein,
28 | avec une pension à 75 % du revenu net d'activité.

29 | Cette révolution du travail, la jeunesse doit en être un moteur. L'objectif est zéro jeune au
30 | chômage, zéro jeune contraint à la précarité, zéro jeune victime de la surexploitation.

31 | Cette révolution du travail doit encore s'accompagner d'une grande transformation de notre
32 | mode de production et de consommation ainsi que de la création de millions d'emplois.

33 | Nous portons l'exigence de nouveaux objectifs sociaux et écologiques, créateurs d'emplois de
34 | qualité.

35 | Une nouvelle industrialisation de la France, reposant nationalement sur le développement des
36 | capacités humaines et sur de nouvelles coopérations européennes et mondiales devra se montrer
37 | respectueuse des salarié·es, de la santé et de l'environnement, selon les principes de l'économie
38 | circulaire. Elle devra permettre de fournir des produits sains et accessibles. Simultanément, nous
39 | proposons un nouveau cap pour l'agriculture et l'alimentation, dans le but d'assurer la
40 | souveraineté alimentaire de la France, avec des prix rémunérateurs et des mesures
41 | d'accompagnement pour l'utilisation de produits alternatifs aux pesticides.

1 Cette nouvelle industrialisation doit s'articuler aux nouveaux besoins de développement des
2 services publics.

3 **2. Promouvoir les biens communs par le service public**

4 Pour les multinationales et les marchés engagés dans la compétition capitaliste mondiale, les
5 biens les plus essentiels à notre vie quotidienne, à commencer par notre environnement, sont
6 considérés comme des marchandises.

7 Pourtant, les gigantesques déséquilibres écologiques mondiaux, ou encore la pandémie de Covid-
8 19 montrent que l'environnement ou la santé sont des biens communs à préserver.
9 L'environnement – l'eau, l'air, la terre, le climat, la biodiversité et les écosystèmes –, l'énergie ainsi
10 que la santé, l'éducation, les transports, les arts et la culture, ou le sport doivent sortir du marché
11 capitaliste.

12 Pour y parvenir, héritages de décennies de luttes et appropriation sociale collective, les services
13 publics représentent un puissant levier pour une nouvelle société d'émancipation sociale et
14 écologique. Un mouvement de démocratisation doit y être engagé afin d'en transformer la
15 gestion. Agents, usager-ères, élu-es, doivent être associé-es pour déterminer les besoins et
16 construire les réponses appropriées.

17 L'avenir de la planète et des générations futures passe par la préservation de notre
18 environnement. Nous proposons une stratégie climat visant la neutralité carbone en 2050, fondée
19 sur un plan d'investissements publics et privés de 150 milliards d'euros annuels en formation, en
20 emplois et équipements permettant une maîtrise publique de l'énergie, la rénovation thermique
21 et une mobilité décarbonée.

22 | La politique de l'énergie doit être fondée sur la constitution d'un mix **énergétique électrique** 100 %
23 public et 100 % décarboné. Nous militons pour un service public unifié de l'énergie en
24 transformant notamment EDF en un Epic géré démocratiquement. Notre projet vise une forte
25 croissance de la production électrique, en investissant dans les énergies renouvelables (solaire,
26 éolien et surtout dans l'hydraulique, énergie renouvelable pilotable) et dans l'électricité nucléaire,
27 avec la construction de six EPR supplémentaires au minimum.

28 Après la pandémie de Covid, le partage des connaissances, des savoirs scientifiques et industriels
29 concernant la santé, dont découle la levée des brevets sur les vaccins, avec des moyens de
30 financement de la recherche et des équipements, doit être une priorité mondiale amplifiant les
31 coopérations, pour faire de la santé et de la protection sociale un droit universel. La France doit
32 montrer l'exemple : un pôle du médicament doit être une priorité, incluant une appropriation
33 publique et sociale de la production et de la recherche ; une nouvelle politique de prévention et de
34 prise en charge des soins à 100 % est une nécessité dans le cadre d'un système de santé publique.
35 La Sécurité sociale, dont nous réaffirmons qu'elle doit être financée par les cotisations sociales,
36 doit devenir le bien de ses cotisant-es par l'élection de leurs représentant-es. Des mesures
37 urgentes sont indispensables pour rendre les soins accessibles à toutes et tous, et développer
38 l'hôpital public.

39 | Les personnels du secteur de l'autonomie et des Ehpad, les usager-es, les familles ont sonné
40 l'alerte : il est urgent de construire une société pour tous les âges, intégrant la nécessité de trouver
41 des réponses solidaires et qualitatives aux enjeux de vieillissement. Le vieillissement ne doit plus
42 être synonyme de relégation sociale, de perte de citoyenneté. L'autonomie de nos aîné-es peut

1 être assurée par la réalisation et la modernisation des Ehpad, avec un service national et territorial
2 de prise en charge à domicile.

3 Les grands défis nationaux et mondiaux à relever, et la démocratisation nécessaire du pays,
4 impliquent de développer la recherche publique et de transformer l'éducation. Le service public
5 de l'Education nationale sera renforcé pour avancer vers une école commune pour toutes et tous,
6 réellement gratuite. Des moyens sont nécessaires pour l'augmentation du temps scolaire. Les
7 enseignants ont besoin de moyens pour exercer leurs missions. La réussite scolaire est une
8 priorité, elle passe par des effectifs réduits, des équipes pluridisciplinaires, l'accompagnement des
9 élèves handicapé-es. La France mérite d'avoir la jeunesse la mieux formée. Celle-ci doit pouvoir
10 accéder aux meilleures études et aux meilleurs diplômes.

11 En matière de santé, d'éducation, mais aussi de droit au logement, de transports, de
12 communication par la Poste ou le numérique, d'arts et de culture, de sport, l'aménagement du
13 territoire doit permettre que l'usager-ère trouve près de chez lui un bouquet de services publics de
14 proximité. Parce que 70 % de l'investissement public proviennent des collectivités territoriales, et
15 que celles-ci assument une grande part des politiques de solidarité, le renforcement de leurs
16 moyens et de leur autonomie est une nécessité. Les missions de service public appellent des
17 garanties par la formation et les créations d'emplois nécessaires dans le cadre d'un statut
18 réaffirmé et renforcé de la fonction publique.

19 Les services publics connaissent une crise de recrutement et de fonctionnement due aux
20 politiques de démantèlement et de sous-investissement. L'instauration d'une culture
21 managériale autoritaire, sous couvert de maîtrise des coûts, détériore leur qualité et leur efficacité
22 réelle comme l'ont dénoncé les mobilisations inédites du secteur social. Les scandales liés à la
23 prise en charge de nos aîné-es ou des personnes en situation de handicap, comme
24 l'affaiblissement du secteur de la protection de l'enfance soulèvent des questions majeures de
25 justice sociale et d'équilibre de notre société. Des moyens financiers, structurels et humains
26 doivent être déployés afin que les travailleur-euses qui accompagnent les plus vulnérables de nos
27 concitoyen-nes ne soient plus assujetti-es à des conditions de travail elles-mêmes précaires.

28 Une politique nationale de soutien à la vie associative et à une économie sociale et solidaire,
29 libérée des logiques capitalistes est indispensable.

30 **3. Conquérir les moyens de répondre aux exigences sociales, écologiques et** 31 **sociétales, agir pour une nouvelle efficacité économique**

32 La création de millions d'emplois, un accès massif de toutes et tous à la formation tout au long de
33 la vie, le déploiement du potentiel de créativité de chacune et de chacun peuvent libérer un
34 potentiel considérable de qualifications et d'efficacité pour la création des richesses nécessaires à
35 la réalisation de nos objectifs sociaux, écologiques et sociétaux, et à leur financement.

36 Pour y parvenir, de nouveaux pouvoirs d'intervention des salarié-es doivent permettre de faire
37 prévaloir, dans la gestion des entreprises et des services publics, de nouveaux critères donnant la
38 priorité à l'emploi, à la formation, à la recherche, aux économies de ressources naturelles. De
39 nouvelles institutions (pôles publics, conférences territoriales et nationales...) doivent constituer
40 les bases d'une nouvelle planification décentralisée, avec de nouvelles institutions.

1 Pour servir de levier à l'action des entreprises et du système bancaire, nous proposons la un
2 nouveau type de nationalisations pour desles grands réseaux bancaires et d'assurances privés
3 ainsi que desles groupes dominants dans les secteurs stratégiques (énergie, chimie, santé,
4 transports, télécommunications, armements...), jusqu'à la constitution de puissants pôles publics
5 permettant de combattre les logiques capitalistes, ~~et de soutenir~~ Nous soutenons les entreprises
6 citoyennes de l'économie sociale et solidaire, notamment à travers les initiatives coopératives.

7 La révolution numérique et informationnelle dans tous les aspects de la production comme de la
8 vie humaine est un enjeu central de souveraineté populaire. Face aux Gafam, ces grands groupes
9 tentaculaires qui cherchent à s'affranchir des Etats pour remodeler la société, le monde du logiciel
10 libre incarne un espace de résistance et d'élaboration créative que nous entendons soutenir.
11 L'indépendance et la souveraineté numérique et informationnelle de la France s'appuiera sur la
12 maîtrise de secteurs clés de l'industrie de la microélectronique et des services informatiques, dont
13 la sécurité des données, ainsi que la constitution d'un pôle public des télécommunications et du
14 numérique.

15 L'utilisation de l'argent public, de l'argent des banques et des entreprises doit viser une nouvelle
16 efficacité économique pour l'emploi, les salaires, l'égalité femmes-hommes, la formation, les
17 économies d'énergie et de ressources naturelles. La lutte contre l'évasion fiscale doit s'attaquer
18 réellement aux pratiques des banques et des grands groupes multinationaux.

19 Au niveau européen, nous voulons agir pour la création d'un fonds pour le financement de projets
20 de développement des services publics démocratiquement élaborés, décidés, réalisés et contrôlés
21 dans les différents pays. Nous en appelons à la remise en cause des accords de libre-échange
22 inscrits dans le tout-concurrence sur la base du moins-disant social et environnemental. De
23 même, nous portons la nécessité de créer une monnaie commune mondiale et d'une réforme
24 profonde du FMI.

25 **4. Construire un nouveau pacte républicain et universaliste : rendre au peuple sa** 26 **pleine souveraineté et réaliser l'égalité réelle**

27 Emmanuel Macron contribue à installer un nouveau régime politique dont l'autoritarisme s'avère
28 particulièrement dangereux.

29 Il est temps de dire « stop », de redonner du sens à la démocratie, de permettre à notre peuple et
30 à la nation de conquérir leur pleine souveraineté, de réaffirmer la laïcité.

31 Remettre le peuple au cœur du pouvoir

32 Il doit être mis fin à l'élection du président de la République au suffrage universel et la primauté
33 doit être rendue au Parlement. Le découpage actuel du territoire national et les réorganisations
34 de l'État appellent un grand débat auquel les communistes entendent pleinement contribuer.
35 L'organisation de la République à partir des communes et des départements est un impératif afin
36 de leur donner les moyens de répondre aux besoins de la population. Les mécanismes de
37 démocratie directe et d'intervention populaire doivent être généralisés à tous les niveaux. C'est le
38 contenu de la VI^e République.

39 Le monde du travail et le peuple doivent être pleinement partie prenante des grands choix qui
40 engagent leur vie et l'avenir du pays.

1 Parce que l'entreprise n'est pas un espace hors du champ de la citoyenneté, des droits
2 décisionnels nouveaux sont à conquérir pour les salarié-es.

3 Elles et ils doivent pouvoir opposer leur veto suspensif aux projets de restructuration et de
4 licenciements, mais aussi disposer des moyens de faire prendre en compte leurs projets de
5 créations d'emplois, avec droit de saisine du crédit bancaire allant jusqu'au droit de préemption en
6 cas de vente d'une entreprise. La possibilité doit leur être reconnue d'intervenir sur le sens et le
7 contenu de leur travail et participer à la gestion et aux orientations stratégiques de production
8 dans leur globalité.

9 Nous militons en faveur de conférences permanentes pour l'emploi, la formation, la
10 transformation écologique des productions et des services, afin de recenser les besoins des
11 populations et de définir des plans de développement et d'industrialisation, sur la base de
12 nouveaux critères d'utilité sociale et écologique. Disposant de moyens financiers pour inciter ou
13 pénaliser les entreprises afin qu'elles les réalisent, elles assureront également le suivi de leur mise
14 en œuvre.

15 Parce qu'être en état de minorité sociale jusqu'à 25 ans ne saurait être toléré, les jeunes ont besoin
16 d'un statut social.

17 Enfin, parce qu'il n'est pas acceptable que des hommes et des femmes soient exclues de tout
18 moyen de s'exprimer sur de grands choix les concernant, le droit de vote des résident-es
19 étranger-ères doit être instauré pour les élections locales et européennes.

20 Les libertés publiques seront étendues en renforçant les droits syndicaux et en abrogeant les lois
21 liberticides.

22 La tranquillité publique nécessite une refondation de l'organisation des forces de police et la
23 redéfinition de leurs missions, d'agir pour sauver du naufrage les institutions judiciaire et
24 carcérale. Et c'est également par la révolution du travail et le développement des services publics
25 qu'il sera possible de ramener la République partout, pour toutes et tous. Sans politiques
26 ambitieuses, impossible de traiter les problèmes à la racine.

27 L'engagement laïque de la République doit être réaffirmé. Face à sa remise en cause par les
28 intégrismes qui cherchent à opposer les citoyen-nes entre eux et à faire prévaloir leurs préceptes
29 religieux sur la loi commune, l'heure est venue de réhabiliter l'idéal de laïcité. Nous sommes
30 mobilisé-es pour faire respecter le refus de toute religion d'Etat, la garantie de la liberté de
31 conscience, c'est-à-dire le droit pour chacune et chacun de pratiquer le culte de son choix ou de
32 critiquer les religions. Des objectifs qui, en proclamant l'universalité des droits humains,
33 concourent à l'égalité entre toutes et tous.

34 Un débat s'ouvre sur le devenir de la Corse. Il demande la plus grande attention de notre part, un
35 travail étroit et coordonné avec les communistes de Corse.

36 Nos rapports avec les Outre-Mer appellent de profondes transformations pour répondre aux
37 besoins des populations de ces territoires.

38 *Engager la révolution féministe*

39 Alors que nous vivons encore un puissant mouvement de libération de la parole des femmes et
40 d'engagement pour l'égalité, il est urgent que la société française opère un virage politique global.

1 Les communistes ont la conviction que la révolution sera féministe ou ne sera pas. Aucune grande
2 avancée ne peut être conquise sans la moitié de l'humanité.

3 En outre, les rapports de production ne peuvent être profondément transformés sans dépasser les
4 rapports qui continuent d'assigner les femmes aux tâches reproductives, dans toutes leurs
5 dimensions.

6 C'est la raison pour laquelle nous portons l'ambition d'une révolution féministe pour libérer la
7 société du capitalisme et du patriarcat, pour mettre fin aux violences faites aux femmes et réaliser
8 l'égalité entre femmes et hommes.

9 Une politique de lutte contre les violences faites aux femmes, sur le plan répressif comme
10 préventif, exige une hausse considérable des moyens dédiés. La justice doit être rendue aux
11 victimes : des viols et crimes sexistes et sexuels ne peuvent plus rester impunis.

12 Nous défendons une société où la sexualité et les corps ne sont plus assujettis aux diverses formes
13 de violence et de marchandisation que sont la prostitution et la GPA. Pas plus que le corps des
14 femmes n'est à vendre, leur ventre n'est à louer.

15 Nous voulons faire progresser les droits des femmes dans tous les domaines par une politique
16 nationale menée par un ministère de plein droit, dans l'exigence d'une égalité territoriale. Le droit
17 à l'IVG devra être inscrit dans la Constitution et disposer des moyens associés.

18 En cohérence avec ces engagements, nous soutenons les luttes pour conquérir la liberté et
19 l'autonomie des femmes et faire progresser leurs droits partout dans le monde, comme celle que
20 mènent depuis plusieurs mois courageusement les femmes d'Iran et leurs alliés démocrates qui
21 brandissent avec elles le mot d'ordre « Femmes, Vie, Liberté ».

22 Relancer un grand mouvement contre le racisme, l'antisémitisme et les discriminations

23 Face à la crise capitaliste qui s'amplifie et la guerre du tou·tes contre tou·tes, replis nationalistes et
24 xénophobes, racisme et antisémitisme trouvent un terreau fertile. Partout sont fabriqués des
25 ennemis pour diviser les peuples et le monde du travail. En France, comme dans toute l'Europe, la
26 politique de gouvernements cherchant à disputer le terrain de la lutte contre l'immigration à
27 l'extrême droite aggrave ces phénomènes.

28 L'antisémitisme, qui connaît un regain, doit être combattu avec d'autant plus de force qu'il a
29 conduit, dans notre pays, de l'affaire Dreyfus à la collaboration ignominieuse avec le génocide
30 hitlérien. La lutte contre l'antisémitisme est au cœur de notre action, aujourd'hui comme hier, car
31 constitutive de l'histoire des communistes français.

32 Et alors que des millions de femmes et d'hommes de notre pays sont chaque jour blessé·es,
33 humilié·es par des propos ou des actes racistes, par les discriminations à l'embauche et au
34 logement, ou par des campagnes qui s'en prennent avec virulence aux musulman·es, nous voulons
35 promouvoir une conception communiste de l'antiracisme communiste, capable d'obtenir des
36 avancées concrètes pour l'égalité réelle. Cette conception communiste de l'antiracisme

37 L'antiracisme communiste vise l'égalité des droits de toutes et tous, indépendamment de la classe
38 sociale.

39 Il refuse toute essentialisation, assignation identitaire à une couleur, une origine, une religion. Les
40 femmes et les hommes sont riches d'une identité plurielle, celles et ceux qui sont en butte au

1 racisme appartiennent pleinement à cette majorité populaire qui a des intérêts communs et qui,
2 unie, a les moyens de les défendre et de les faire progresser. C'est en ce sens qu'il est
3 anticapitaliste.

4 Il porte ainsi à égalité des revendications communes à toutes et tous et des revendications
5 spécifiques.

6 Aussi, la révolution du travail, de la production et le développement des services publics est-elle
7 une partie importante de notre combat antiraciste, pour mettre fin notamment aux
8 discriminations à l'embauche et aux inégalités professionnelles motivées par le racisme.

9 Parallèlement, nous portons l'exigence d'une politique éducative suivie, indispensable pour faire
10 reculer les préjugés. La loi doit, en outre, sanctionner durement les propos et actes racistes. Une
11 peine d'inéligibilité doit pouvoir être appliquée pour quiconque s'en rend coupable, ainsi que notre
12 groupe l'a défendu à l'Assemblée nationale.

13 Enfin, l'antiracisme communiste se nourrit de notre internationalisme et de notre volonté de
14 travailler à l'unité des travailleurs, des travailleuses et des peuples de tous les pays.

15 C'est sur ces bases que nous affirmons l'ambition de relancer un grand mouvement contre le
16 racisme, l'antisémitisme et les discriminations.

17 De même, l'action publique doit créer les conditions d'une société inclusive et d'un égal accès aux
18 droits et aux institutions. Des actions de prévention et d'éducation seront mises en place pour
19 combattre les LGBTQI-phobies. Dans un contexte actuel parfois hostile aux luttes contre la
20 transphobie, nous réaffirmons que les communistes combattent pour la libre détermination de
21 l'identité de genre, dans le cadre de la loi. Et nous voulons qu'il soit mis fin aux mutilations sur les
22 personnes intersexes, dont la reconnaissance dès la naissance sera permise.

23 Nous voulons garantir les droits des personnes LGBTQI+. Garantir l'égalité de toutes et tous, c'est
24 agir pour la reconnaissance et le respect du droit de vivre librement son orientation sexuelle et
25 son identité de genre.

1 **VI. AGIR POUR LE RASSEMBLEMENT MAJORITAIRE DE NOTRE PEUPLE**

2 Alors que l'humanité se trouve à un tournant de son histoire, le besoin d'alternative
3 transformatrice se fait plus fort que jamais. Des millions de nos concitoyen·nes aspirent à voir
4 changer leur vie, et à ce que la France s'engage dans un nouveau chemin de progrès et de justice.

5 Cette attente se heurte cependant à d'importants obstacles. Les tensions internationales
6 alimentent les peurs devant l'avenir. Les points marqués par le capital ces dernières décennies
7 pèsent sur le développement des mobilisations populaires. L'affaiblissement des repères de classe
8 favorise les tendances au repli et à la concurrence de tou·tes contre tou·tes. Le sentiment
9 d'abandon prévalant dans nombre de villes et quartiers populaires est à l'origine d'une abstention
10 grandissante de scrutin en scrutin, ainsi que d'une méfiance massive envers la politique. Au fil des
11 renoncements des gouvernements appliquant des orientations sociales-libérales, le doute s'est
12 instillé dans les consciences sur la volonté de la gauche de répondre aux attentes populaires.
13 L'extrême droite en profite pour faire progresser ses thématiques haineuses et identitaires.

14 Les communistes ne se résignent à cet état de fait. Ils entendent tout mettre en œuvre pour
15 dépasser ces obstacles et rouvrir une perspective d'espoir à notre peuple, en rassemblant toutes
16 les forces sociales et politiques ayant un intérêt commun à la rupture avec un modèle capitaliste
17 de plus en plus destructeur.

18 **1. Affirmer le socle social et politique du changement**

19 Les coordonnées de la crise française, autant que l'ampleur des enjeux auxquels il nous faut
20 répondre, conduisent à poser d'une nouvelle manière la question de la stratégie à même de
21 conduire à une victoire politique. Notre démarche ne saurait se résumer à la recherche d'alliances
22 entre forces de gauche, ni à céder à l'illusion d'un changement politique initié du seul sommet de
23 l'Etat. Dès lors que le projet communiste s'avère indissociable d'une conception de classe de la
24 bataille pour l'émancipation humaine, il importe de clairement identifier le sujet de la révolution
25 que nous appelons de nos vœux. Nous voulons que la majorité sociale existant dans notre pays
26 devienne la majorité politique.

27 En ce premier quart du 21^e siècle, ouvrier·ères et employé·es représentent les principaux secteurs
28 de la population en emploi. Et, toutes et tous ensemble, avec les millions de privé·es d'emploi,
29 avec les agent·es des services publics, avec la très large partie des cadres que leur relation au
30 travail, au salaire et à la protection sociale rapproche des autres composantes du salariat, avec les
31 travailleurs et travailleuses des plateformes que gouvernements et patronat ont exclu du droit
32 social, avec le retraité·es qui ont quitté l'activité salariée, avec la jeunesse scolarisée qui est
33 appelée à former une grande partie du monde du travail de demain, avec les professions de la
34 création artistique et culturelle, ils représentent une force considérable.

35 Nous pensons que le monde du travail a vocation à devenir l'aile marchante, la force motrice
36 réunissant l'ensemble des classes et couches disponibles à un combat pour changer la vie... Loin
37 de la théorie macronienne d'une montée en puissance des « actifs non salariés »... Loin des
38 affirmations sur « la fin du travail »... Loin des postulats du think-tank « Terra Nova » qui appelait
39 hier la gauche à se détourner des classes travailleuses... Loin de l'idée défendue par les courants

1 se réclamant du « populisme de gauche » selon laquelle le salariat serait dorénavant appelé à se
2 fondre dans un « peuple » décrété principal acteur d’une future « révolution citoyenne »...

3 Par sa puissance potentielle, par sa place dans l’économie – qui lui a permis de tenir la France
4 debout alors que les classes dirigeantes affichaient leurs défaillances au plus fort de la crise
5 sanitaire de 2020 –, le monde du travail, dans sa diversité, est en mesure de fédérer largement
6 autour de lui : d’un monde paysan dont de très nombreux secteurs sont frappés de paupérisation,
7 aux petits entrepreneurs pressurés par les donneurs d’ordre des grands groupes multinationaux,
8 en passant par les couches moyennes traditionnelles.

9 En outre, nous ne nous résignons pas aux fractures que la réorganisation de l’économie et de la
10 structuration territoriale du pays par le capital ont créées entre salarié·es du public et du privé,
11 entre grandes et petites entreprises, entre habitant·es des quartiers populaires, des banlieues, et
12 populations vivant dans les territoires péri-urbains. Toutes et tous constituent le socle social du
13 changement.

14 En défendant l’actualité du clivage entre capital et travail, en se tournant résolument vers un
15 monde du travail ignoré et méprisé des possédants et des grands médias, en s’immergeant dans
16 toutes les luttes avec le souci d’aider à leurs confluences, en étant à l’écoute des attentes qui
17 s’expriment et en formulant en leur direction des propositions susceptibles de leur donner un sens
18 commun et rassembleur, le Parti communiste français se met au service de l’émergence de cette
19 majorité qui peut contribuer à ce que le pays change de destin.

20 **2. Travailler à une nouvelle dynamique populaire agissante**

21 C’est pour concrétiser cette visée stratégique que nous voulons déployer l’intervention
22 communiste.

23 Les crises que nous vivons ont profondément altéré le rapport au collectif et en particulier à
24 l’engagement collectif durable. Pourtant, des centaines de milliers de personnes recherchent des
25 formes d’engagement pour transformer la société. Les communistes travaillent en ce sens pour
26 permettre au plus grand nombre d’investir le champ politique. C’est une condition déterminante
27 pour ouvrir un chemin de progrès dans notre pays.

28 C’est d’abord au renforcement des luttes que nous entendons travailler, afin de permettre à ces
29 dernières non plus seulement de résister, mais de conquérir. C’est un point d’appui pour permettre
30 au monde du travail de prendre conscience de sa place et confiance en sa force, de prendre la
31 mesure des obstacles et de manifester qu’il représente les forces vives de la nation. Notre action
32 se veut, sur ce plan, complémentaire de celle des organisations syndicales, auxquelles il
33 appartient, en toute indépendance, de déterminer les conditions de leurs batailles revendicatives,
34 de la convergence et de l’agenda des mobilisations, de leur unité.

35 Mais l’indépendance mutuellement reconnue des organisations syndicales, des forces
36 associatives et des partis politiques, n’induit nullement une indifférence réciproque. Au contraire,
37 si les forces de gauche et écologistes ont besoin d’un syndicalisme puissant et uni pour élever le
38 rapport de force social face aux gouvernants et au patronat, celui-ci a besoin d’une gauche dont
39 les expressions contribuent à offrir une perspective politique aux mouvements sociaux. Il importe
40 de travailler à cette complémentarité, par la recherche d’espaces communs qui puissent aider à
41 l’échange des expériences et des analyses, à l’élaboration conjointe de propositions à même de

1 renforcer les mobilisations, à la définition d'initiatives pouvant rassembler largement, dans le
2 respect des spécificités et de la souveraineté de chacun-e.

3 Nous le faisons sur chaque terrain de lutte, dans toutes les mobilisations nationales et locales,
4 avec nos propres initiatives d'action, et en proposant à nos partenaires de toute la gauche, aux
5 organisations syndicales, aux mouvements associatifs, de s'associer dans des campagnes qui
6 politisent les enjeux, aident à l'amélioration du rapport de force grâce à la dynamique du
7 rassemblement, jusqu'à obtenir des victoires concrètes pour la population. C'est ce qui a inspiré
8 notre démarche dans la nouvelle bataille des retraites engagée en 2022.

9 Le rôle du Parti communiste français est enfin de mener avec détermination la bataille des idées.
10 En nous appuyant sur les aspirations qui montent de la société ou des mouvements sociaux et
11 citoyens, il s'agit pour nous de continuer à porter un programme dynamique, de dépassement
12 des politiques capitalistes, porteur de propositions radicales et crédibles. En mettant en
13 cohérence les objectifs de satisfaction des besoins humains, les moyens financiers et politiques
14 d'y parvenir, et le chemin de lutte permettant de faire gagner cette nouvelle logique, comme nous
15 l'avons fait avec le programme « *La France des Jours heureux* », nous cherchons à redonner
16 confiance en la politique, à convaincre que notre démarche révolutionnaire est, dans les
17 circonstances présentes, la solution du réalisme.

18 **3. Reconstruire la gauche pour la faire gagner**

19 Nul ne peut ignorer le péril de la grande recomposition en cours du camp réactionnaire, dans
20 laquelle une extrême droite renforcée est en mesure de jouer un rôle déterminant. Face à cette
21 menace, notre responsabilité est de faire grandir une alternative porteuse de progrès sociaux et
22 écologiques. La gauche doit combattre plus efficacement le projet de l'extrême droite et de ses
23 forces organisées. Pour y parvenir, ses différentes composantes ne peuvent faire l'économie d'un
24 débat sur le projet à défendre, sur la stratégie à mettre en œuvre, sur les relations à bâtir entre
25 elles. Simultanément, l'action de notre parti doit s'amplifier pour reconquérir les catégories
26 populaires et le monde du travail, pour dépasser la crise globale de la représentation qui constitue
27 le terreau sur lequel prospèrent populisme, complotisme et tentations fascisantes. Notre capacité
28 à nous investir dans les luttes sociales et à dialoguer avec les mouvements citoyens, à les articuler
29 avec des propositions de transformation sera décisive pour que les forces vives du pays
30 investissent le champ politique.

31 *La situation de la gauche après la présidentielle*

32 La situation à gauche n'est pas figée. A ce stade, elle ne permet pas de répondre à l'impérieuse
33 nécessité du rassemblement majoritaire du peuple autour d'une alternative transformatrice. Nous
34 voulons la dépasser, en contribuant à clarifier les débats qui traversent toutes les forces de gauche
35 et écologistes, en cherchant à en faire bouger les lignes, en travaillant à des convergences de
36 contenu et d'action, en étant une force motrice d'initiatives et de propositions.

37 Nous partageons de nombreux combats, dans les luttes sociales et les mouvements citoyens,
38 avec les forces de gauche et écologistes. C'est un levier pour notre travail de reconstruction de la
39 gauche. Néanmoins, comme nous l'avons analysé à l'occasion de la conférence nationale du 10
40 avril 2021, la campagne du premier tour de la présidentielle a confirmé l'existence de fortes
41 différences.

1 La France insoumise, ayant vu son candidat bénéficier de l'hyper-présidentialisation de la vie
2 politique, persiste dans la stratégie du « populisme de gauche ». Ainsi se proclame-t-elle la force
3 dirigeante de « l'union du peuple », évacuant de ce fait tous les débats d'orientation à gauche.
4 Ayant attiré à elle l'attente de radicalité de certains secteurs de la société et de tout un pan de la
5 jeunesse, mais ignorant ~~délibérément~~ la question stratégique clé de la reconquête des fractions
6 du monde du travail qui se sont détournées de la politique, elle n'a finalement vu dans son résultat
7 à la présidentielle que la confirmation de ses vues hégémoniques sur la gauche et le mouvement
8 social. Considérant de surcroît qu'elle est en situation de profiter d'une accélération de la crise
9 politique, bien que le rapport des forces électorales soit largement favorable à la droite et à
10 l'extrême droite, elle s'aventure dans des tactiques hasardeuses, qui l'ont conduite à se féliciter
11 des votes du Rassemblement national en faveur des motions de censure déposée par la gauche à
12 l'Assemblée nationale. Nous voulons poursuivre le débat stratégiquesur le programme et la
13 stratégie avec elle car ces orientations, qui entravent le développement du mouvement populaire,
14 constituent un obstacle pour la capacité de la gauche tout entière à porter une alternative à
15 vocation majoritaire.

16 Le Parti socialiste, affaibli par des décennies de renoncement devant le libéral-capitalisme, a
17 obtenu, en avril 2022, le plus mauvais résultat de son histoire. Son incapacité à tourner
18 définitivement la page du social-libéralisme, que ne pouvait masquer la campagne de sa
19 candidate sur la « social-écologie », est la raison de cet échec. Ce dernier place la social-
20 démocratie française en état de paralysie durable, même si elle conserve un indéniable
21 enracinement dans les collectivités territoriales. Un débat d'orientation est en cours en son sein ; il
22 déterminera son avenir. Si son actuelle direction, en rejoignant la coalition de la gauche pour les
23 élections législatives, a manifesté l'intention de restaurer son image auprès des catégories
24 populaires, il lui reste cependant à se doter d'un projet qui lui redonnerait une véritable identité.
25 Le débat doit se poursuivre avec lui, tant sur les objectifs que sur les moyens financiers et les
26 pouvoirs permettant la transformation de la société.

27 Quant à EELV, son résultat à la présidentielle n'a pas confirmé son succès des européennes de
28 2019. La conciliation avec l'austérité et le capitalisme vert, comme l'idée que le parti écologiste
29 pourrait réorganiser la gauche autour de lui ont subi un démenti cinglant. Ce parti s'en retrouve
30 aujourd'hui polarisé entre plusieurs orientations : soit occuper l'espace de la social-démocratie en
31 le reconfigurant autour de l'écologie, mais cette tentative a pour l'instant échoué ; soit, au nom du
32 « réalisme » et à l'instar d'autres partis verts d'Europe, rechercher des alliances pouvant l'amener
33 à collaborer à la mise en œuvre d'orientations néolibérales, mais ce serait tourner le dos aux
34 réponses qu'appelle la gravité de la crise écologique ; soit faire le choix d'une prétendue radicalité
35 sociétale, mais sa formulation est aujourd'hui déconnectée des attentes de toute une partie des
36 catégories qui ont intérêt à la transformation sociale et écologique de la société. C'est sur toutes
37 ces questions que nous voulons poursuivre le dialogue avec EELV.

38 Tirer toutes les leçons de l'union aux législatives

39 A l'issue de la présidentielle, l'attente d'unité exprimée par les électeurs et électrices de gauche a
40 conduit à la formation d'une coalition pour les élections législatives, la Nouvelle Union populaire,
41 écologique et sociale. Dès sa conférence nationale d'avril 2021, notre parti avait d'ailleurs
42 manifesté le souhait que, sur la base des débats de la présidentielle, soit conclu un « pacte
43 d'engagements législatifs » entre toutes les forces de gauche et écologistes. L'accord entre les
44 quatre principales formations de la gauche s'est réalisé après discussion d'un document
45 programmatique et d'une répartition visant à ne présenter qu'un-e candidat-e par circonscription.

1 Cette coalition a d'emblée souffert d'une double limite : l'accord programmatique maintenait des
2 désaccords sur des questions aussi substantielles que les retraites, l'emploi, la souveraineté
3 énergétique, les propositions à destination de la jeunesse, les moyens de disputer le pouvoir au
4 capital, le financement d'une politique de transformation, la conception de la République, ou le
5 rôle de la France en Europe et dans le monde ; la volonté hégémonique de LFI, exprimée par une
6 campagne placée sous le mot d'ordre de « Mélenchon Premier ministre », qui a conduit ses
7 partenaires, et notamment le PCF, à devoir être absents de l'immense majorité des
8 circonscriptions, bien qu'ils aient fréquemment été les mieux placés pour l'emporter face à la
9 droite ou à l'extrême droite.

10 Si l'unité constituée dans de telles conditions a permis à la gauche de doubler sa représentation
11 parlementaire, et à chacune des composantes de disposer d'un groupe au Palais-Bourbon, elle n'a
12 en revanche ni enclenché une dynamique de victoire, ni permis de progresser en nombre de
13 suffrages par rapport aux scores cumulés de la présidentielle. Les droites et l'extrême droite sont
14 aujourd'hui largement majoritaires. Si d'importants succès ont pu être enregistrés dans les
15 métropoles, les quartiers populaires des banlieues ou, dans un contexte très particulier, dans les
16 Outre-Mer, les secteurs du monde du travail qui vivent ou sont employés dans les anciens bassins
17 industriels ou les territoires dits périphériques ne se sont manifestement pas reconnus dans la
18 Nupes. Il importe d'en tirer toutes les leçons.

19 *Nous lançons un appel à la reconquête des forces du travail*

20 La bataille prioritaire de la période qui s'ouvre consiste à unir et remobiliser les forces du travail et
21 les catégories populaires. Tel est le débat que nous voulons mener avec l'ensemble de nos
22 partenaires. En dépendent les victoires de demain, la formation d'une majorité politique et d'un
23 gouvernement engageant de grandes réformes de dépassement des logiques capitalistes
24 dominantes. Il s'agit de dissiper le sentiment d'impuissance comme le découragement, et de faire
25 ainsi reculer la démagogie identitaire de l'extrême droite. De nous redéployer au plus près des
26 lieux de vie, dans les entreprises, dans les villes et les quartiers devenus invisibles des puissances
27 d'argent. De porter plus fortement une parole faisant écho à ce que vivent au quotidien des
28 millions d'hommes et de femmes. De mener une action ne se contentant pas de solliciter le vote
29 de ces derniers, mais s'employant à en faire les acteurs et actrices du changement. Comme
30 l'affirmait notre 38^e Congrès, il n'y a pas de rassemblement durable sans intervention populaire.

31 De par leur histoire, les communistes ont en permanence au cœur le combat pour le
32 rassemblement de la gauche et des forces populaires. Nous continuerons donc à proposer
33 systématiquement l'unité d'action à toutes les forces de gauche, à commencer par celles qui ont
34 mené avec nous la bataille des législatives, sur la base d'accords vérifiés sur les contenus et les
35 formes des initiatives prises pour atteindre nos objectifs. C'est ce que nous faisons dans le cadre
36 de l'intergroupe de l'Assemblée nationale. C'est ce que nous visons en portant dans le débat public
37 des propositions cherchant à rassembler le plus grand nombre de sensibilités progressistes. C'est
38 aussi à cette fin que nous agissons afin que se forment, chaque fois que c'est possible et
39 nécessaire, des fronts de lutte destinés à faire progresser de grandes exigences transformatrices.

40 De ce point de vue, le défi à relever ne peut se résumer à la participation à la Nupes. Tant les
41 désaccords stratégiques la traversant, que les différences existant entre les programmes en
42 présence, ou encore les conceptions divergentes de l'unité entre forces de gauche impliquent de
43 ne pas figer un cadre d'intervention politique sous domination de LFI et coupé des forces
44 organisées dans la société et des citoyen·nes qui peuvent contribuer à renforcer l'influence de la

1 gauche. Il ne saurait donc être question de la transformer en un nouveau mouvement politique,
2 ou en une fédération, se structurant à tous les échelons au prix du dépassement de la
3 souveraineté des organisations qui l'ont formée.

4 C'est la raison pour laquelle nous lançons un appel à toutes les forces de gauche et écologistes.
5 Nous ne pouvons nous satisfaire d'une volonté d'être le premier opposant au pouvoir. Nous
6 devons travailler à rassembler une majorité populaire autour d'une alternative de transformation
7 sociale et écologique. Parce que le combat de classe est central pour constituer cette majorité,
8 soutenons les organisations syndicales pour la mobilisation unitaire des salarié·es, sur leurs lieux
9 de travail, par la grève et toute forme d'actions. Construisons, avec elles et nos concitoyen·nes, le
10 projet qui les unira en plaçant en son cœur le travail, la République sociale et démocratique, et
11 une voix souveraine de la France en Europe et dans le monde. C'est ainsi que nous parviendrons à
12 arracher des victoires, à redonner confiance en la politique et en la gauche au monde du travail et
13 aux catégories populaires.

14 **4. Porter nos idées dans toutes les élections**

15 Parce que chaque élection est un moment important de débat politique avec le pays et pour
16 développer les mobilisations, nous avons décidé d'y être présent·es avec nos candidates et
17 candidats. Cette présence, tenant compte des spécificité de chaque scrutin, est la condition
18 même de l'élargissement de notre influence dans le pays. Gagner des élu·es est un facteur décisif
19 pour arracher des avancées utiles à notre peuple dans les institutions, pour faire entendre dans
20 ces enceintes la voix de celles et ceux qui se battent pour le progrès social et la transition
21 écologique, pour donner davantage d'écho à nos propositions.

22 Les élections européennes de 2024 sont le prochain rendez-vous électoral auquel sera convié
23 notre peuple. Nous voulons mener des batailles politiques qui changent la donne en Europe par
24 des mobilisations, des prises de conscience sur les enjeux, en mettant en débat nos conceptions
25 de la construction européenne et nos propositions. Cela pourra créer les conditions pour renouer
26 avec notre représentation parlementaire. Parce que Notre responsabilité est d'autant plus grande
27 que nous avons une place essentielle dans la gauche, et dans la mesure où nous avons joué un rôle
28 central dans la Gauche unitaire européenne ainsi que dans la création du Parti de la gauche
29 européenne, ~~nous entendons y participer avec nos idées, et retrouver des élu·es au Parlement~~
30 ~~européen~~. Nous défendrons, à cette occasion, participerons à cette élection et y défendrons une
31 autre notre vision de la construction européenne, en rupture avec les traités existants. Ni sortie de
32 l'actuelle Union européenne ou de l'euro, ni assujettissement au projet capitaliste pour le
33 continent, nous mettrons en avant des propositions allant dans le sens d'une union de nations et
34 de peuples libres, souverains et associés, dans l'objectif de combattre la domination du capital.
35 Nous proposons un fonctionnement à géométrie choisie, respectant les choix souverains des
36 peuples et des nations du continent. Et une politique qui soit fondée sur le mieux-disant social et
37 démocratique, comme sur les nécessaires coopérations industrielles, sanitaires, énergétiques.

38 Pour préciser son projet, le PCF réunira une conférence d'ici l'été 2023.

VII. POURSUIVRE LE REDÉPLOIEMENT DU PCF

1

2 Relever les défis auxquels nous confronte un système capitaliste en pleine turbulences et porteur
3 de lourdes menaces pour les peuples, mener la bataille d'idées à partir de notre projet
4 communiste, travailler à l'essor d'un puissant mouvement populaire et œuvrer à l'émergence
5 d'une alternative de transformation radicale de l'ordre existant implique de se doter d'une
6 organisation politique efficace et démocratique.

7 Les femmes et les hommes ont besoin de s'organiser dans la durée pour mener ces combats.

8 Parce que les crises expriment, de façon pressante le besoin de transformations radicales, de
9 luttes et de rassemblements, le besoin de conscience de classe, d'unité du monde du travail, d'une
10 irruption populaire sur le terrain politique, il y a besoin comme jamais d'un parti comme le Parti
11 communiste.

12 Nous voulons que nos actions pèsent dans la société, qu'elles soient utiles à celles et ceux avec
13 lesquels nous nous battons au quotidien. C'est une force de construire des batailles communes sur
14 tout le territoire.

15 Les adhérent-es constituent le cœur et la force de l'organisation communiste. Porteur-ses
16 d'aspirations, de combats, d'engagements, elles et ils nourrissent le collectif qui met en débat
17 l'ensemble de leurs propositions, et sont sa force de rayonnement, chacun-e ayant sa singularité.

18 Nous cherchons à mettre en mouvement chacun-e d'entre elles et eux dans des batailles
19 concrètes, en offrant les structures les mieux adaptées aux luttes d'aujourd'hui.

20 Surtout, nous voulons être beaucoup plus nombreux-ses dans un mouvement de réappropriation
21 populaire de la lutte politique.

22 Nous voulons nous adresser à des milliers de femmes et d'hommes pour constituer avec elles et
23 eux un grand parti populaire et révolutionnaire pour des conquêtes nouvelles, pour ouvrir le
24 chemin des « Jours heureux » du 21^e siècle.

25 Nous entendons bâtir l'organisation qui permettra à des milliers d'hommes et de femmes de
26 retrouver le chemin de la politique, en offrant un cadre fraternel et humain d'action, de réflexion
27 et de formation, où chacun-e construit, grâce au collectif, le chemin de son émancipation.

28 Se nourrissant des apports du marxisme vivant, le PCF recherche ainsi les conditions de
29 l'intervention individuelle et de la construction d'une volonté commune. Il organise le débat
30 collectif et interroge en permanence son fonctionnement, pour construire l'efficacité et l'utilité de
31 son action grâce à la mise en mouvement du plus grand nombre.

32 **1. Engager la bataille décisive du renforcement**

33 Animée nationalement et par les instances locales, la bataille du renforcement doit être l'affaire
34 de toutes et tous. Chacun-e est appelé-e à convaincre. Nous nous donnons l'ambition que le Parti
35 communiste réalise 10 000 nouvelles adhésions d'ici 3 ans, en nous adressant à toute la société, au
36 salariat, aux catégories populaires, à la jeunesse, au monde de la culture et de la création
37 artistique.

1 Un soin particulier sera apporté à leur accueil, dans un cadre convivial et fraternel, de manière
2 individuelle ou collective. Un livret d'accueil leur sera remis. De manière générale, le lien avec
3 chaque adhérent-e est primordial. Il est une des conditions de notre efficacité et doit faire l'objet
4 d'une attention et d'un suivi particuliers.

5 **2. S'organiser à l'entreprise et sur les lieux de travail**

6 A l'entreprise et sur les lieux de travail se nouent l'exploitation et les dominations capitalistes.
7 L'entreprise est un lieu de pouvoir du capital.

8 Le patronat et les directions y décident de la production, de l'allocation des richesses produites,
9 de l'organisation du travail et de sa finalité, des services rendus à la population, des créations et
10 destructions d'emplois,... Ils diffusent activement les idées qui confortent leurs décisions et ils y
11 font de la politique au quotidien.

12 L'entreprise est au cœur des luttes sociales, de la prise de conscience de classe, de la construction
13 du rassemblement populaire.

14 C'est pourquoi le déploiement de l'activité des communistes sur les lieux de travail doit devenir un
15 objectif prioritaire, partagé, une orientation portée par l'ensemble du parti. Cela doit trouver une
16 traduction concrète dans notre organisation, en prenant appui sur ce qui a été expérimenté et
17 construit depuis 4 ans, et en franchissant un nouveau cap.

18 Sections, cellules, réseaux, collectifs de bassin d'emploi, nous avons besoin de démultiplier les
19 lieux de structuration et d'activité des communistes sur les lieux de travail. Cela appelle la
20 définition, du local au national, d'objectifs et de priorités, ainsi qu'un travail national
21 d'organisation nécessitant des moyens dédiés.

22 Une conférence nationale sera organisée pour définir une feuille de route.

23 Le journal « *Agir* » doit devenir l'espace d'élaboration et d'échanges des communistes à
24 l'entreprise et autour d'elle. Il doit faire l'objet d'une diffusion régulière sur l'ensemble du territoire
25 et bénéficier d'un tirage national.

26 | **3. Féminiser et faire vivre le féminisme notre parti**

27 Le PCF n'est pas exempt d'une différenciation de genre dans la répartition des actes militants et
28 des responsabilités. C'est un obstacle à l'intervention des femmes dans toutes les dimensions du
29 combat communiste, et cela affaiblit celui-ci en retour.

30 Cette situation doit faire l'objet d'une réflexion et d'une action déterminée.

31 Si le Parti ne peut à lui seul corriger les inégalités de genre qui entravent l'engagement politique
32 des femmes et leur prise de responsabilités, il doit tout mettre en œuvre pour les renverser en son
33 sein et faire de l'engagement politique un levier d'émancipation, à partir d'une compréhension
34 fine des mécanismes à l'œuvre.

35 Cela doit se traduire en actes : dans notre conception de l'engagement politique, du débat, de
36 construction collective, des formations, ainsi que de la politique de cadres et des trajectoires
37 militantes jusqu'à la prise de responsabilité, notamment des femmes issues des classes populaires

1 La parité doit être généralisée et respectée : parité des temps de parole, des responsabilités
2 collectives et individuelles, des élu-es, des participations aux formations, mais aussi de notre
3 représentation dans les événements publics (tables-rondes, conférences...).

4 Nous décidons d'un travail d'organisation qui nous fasse sortir du discours pour donner une
5 traduction concrète à ces ambitions. Si cet axe fort doit traverser l'ensemble des organisations du
6 parti, il incombe au secteur « Vie du parti » de désigner une responsable chargée du suivi des actes
7 posés par les fédérations, de leur mutualisation, et des évolutions constatées.

8 Aucune forme de violence sexuelle ou sexiste n'est tolérable au sein du Parti communiste, qui met
9 à disposition de tous ses adhérent-es ses outils, le dispositif « Stop Violences » et le livret
10 « *Tolérance zéro* » notamment. Notre parti entend créer les conditions d'un militantisme sain et
11 sécurisé, au bénéfice de toutes et tous.

12 **4. Étendre l'influence communiste dans la jeunesse**

13 Le PCF, tout en ayant sa propre activité en direction des jeunes, a fait le choix d'avoir une
14 organisation de jeunesse, en capacité de définir ses choix, ses orientations, ses modalités
15 d'interventions, en lien avec sa génération. C'est l'indépendance d'organisation du Mouvement
16 jeunes communistes de France et de sa branche étudiante, l'UEC. Respecter cette indépendance
17 ne signifie pas une étanchéité.

18 Cela appelle au contraire à multiplier les liens, les échanges mutuellement enrichissants, afin de
19 confronter nos analyses et expériences. Cela implique également d'apporter toute l'aide
20 nécessaire, y compris financière, afin de permettre le développement de l'activité des jeunes et
21 étudiant-es communistes sur l'ensemble du territoire national.

22 **5. Reconquérir les milieux populaires**

23 Alors que les services publics reculent, qu'un chômage de masse perdure, et que de nouvelles
24 formes de travail isolent les travailleuses et travailleurs, la reconquête des milieux populaires nous
25 confronte à un défi concernant aussi bien les quartiers populaires que les territoires péri-urbains
26 ou ruraux.

27 Une réflexion doit être menée afin d'aider nos camarades à réimplanter le parti dans ces secteurs.
28 Nous pouvons rassembler largement sur un discours de classe, de création d'emplois et de
29 formations qualifiantes, de défense des services publics, de respect des modes de vie.

30 Les initiatives de solidarité concrète que les sections et fédérations mettent en place (ventes
31 solidaires de fruits et légumes, journées à la mer, soutiens scolaires, collectes alimentaires et de
32 fournitures...), au-delà de l'aide qu'elles apportent ponctuellement, expriment en actes la
33 fraternité, la solidarité de classe. Elles doivent également constituer des actes politiques en
34 cohérence avec l'ensemble de notre projet et des revendications que nous portons. Ces initiatives
35 sont des occasions de coopération avec d'autres organisations locales partageant nos valeurs.

36 La direction nationale s'attachera à mettre à disposition les ressources nécessaires à leur réussite,
37 en travaillant à des mutualisations et à des contenus politiques adaptés.

1 **6. Franchir un nouveau cap pour la formation**

2 Chaque adhérent·e doit pouvoir disposer de tous les outils pour être pleinement acteur·trice du
3 PCF et participer au combat communiste dans la société. Cela implique une mise en partage des
4 élaborations théoriques et des pratiques militantes, des conceptions de la société et du projet
5 communiste. La formation politique et théorique est un outil décisif de construction du collectif
6 agissant. Elle est un élément indispensable à la mise en mouvement des communistes et à la prise
7 de responsabilité. Elle peut être animée par des communistes, des camarades de combat ou des
8 organisations citoyennes, pour ne négliger aucun apport.

9 Chacune et chacun doit pouvoir accéder à une formation adaptée. Dans cet objectif, les directions
10 organisent des temps de formation, faisant vivre les apports marxistes, notamment en lien avec
11 nos revues.

12 Lors des dernières années, un effort important a été réalisé par le secteur formation national :
13 refonte des formations avec les stages de base et les stages cadres, création des stages
14 régionaux, recensement et réunion des référent·es fédéraux·ales à la formation.

15 Cependant, notamment parce le PCF doit nourrir de grandes ambitions en matière de
16 renforcement militant et parce qu'il est confronté à un rapide renouvellement de ses cadres, il
17 nous faut amplifier ce mouvement à tous les échelons des organisations du PCF. Le congrès
18 mandate en ce sens les directions pour que la formation, en lien avec une politique des cadres,
19 soit considérée comme une priorité. Il propose qu'un conseil national soit consacré à la formation
20 afin qu'un plan d'ensemble soit élaboré et mis en œuvre en ce sens.

21 **7. Structurer plus efficacement l'activité des communistes**

22 La structuration de notre activité doit viser la mise en mouvement de tous les communistes. En
23 lien avec l'implantation réelle du parti, il nous faut réfléchir au fonctionnement de nos sections en
24 les tournant vers le développement d'une activité impliquant chaque adhérent·e, travailler à la
25 structuration la plus favorable à cela.

26 L'importance de la proximité : les cellules

27 La cellule de quartier ou de lieu de travail est l'échelle qui permet la vie politique et l'activité de
28 terrain régulière en prise avec les aspirations, ainsi que la prise de responsabilité partagée.

29 Un effort important doit être fourni par les sections et les fédérations pour créer des cellules
30 partout où c'est possible.

31 Régulièrement, le conseil national tiendra une session sur l'organisation et le fonctionnement du
32 parti. Elle aura en particulier pour charge de dresser l'état des lieux des cellules, sections, réseaux
33 et d'en tirer les objectifs politiques de développement.

34 L'intérêt des réseaux thématiques et de salarié·es, des commissions thématiques

35 Il nous faut multiplier les portes d'entrée en politique, les lieux de structuration, les outils pour
36 mener nos batailles politiques. Les réseaux thématiques et les commissions peuvent répondre à
37 ce besoin. Les réseaux de salarié·es permettent de faire tomber les barrières géographiques, de
38 favoriser une intervention coordonnée sur un territoire ou au niveau national. Les commissions

1 thématiques peuvent être ouvertes à des femmes et des hommes qui, sur une question, sont
2 prêts à s'engager avec nous.

3 La direction nationale a pour mandat d'approfondir les efforts pour faire exister des espaces
4 d'échanges transversaux entre réseaux et commissions thématiques, afin de pouvoir se nourrir de
5 l'élaboration de tout le parti. Il lui revient d'organiser le dialogue avec les commissions et réseaux.

6 De façon générale, toutes les modalités de prises d'initiative et de rencontres entre militant-es
7 peuvent être favorisées dès lors qu'elles contribuent au renforcement de notre organisation et au
8 rayonnement de nos idées.

9 Le besoin de solidarité interne

10 A partir de nos zones de force, nous nous donnons l'ambition collective de nous redéployer sur
11 l'ensemble du territoire national, notamment là où les fédérations et sections peuvent connaître
12 des difficultés liées à l'absence de moyens ou de renouvellement suffisant. C'est une condition
13 indispensable pour être une force politique en capacité de s'adresser à l'ensemble du pays.

14 Nous devons pour cela réfléchir à de nouveaux gestes permettant de faire vivre la solidarité à
15 différentes échelles : aide du conseil national, coopérations avec d'autres départements ou
16 sections, mutualisations,...

17 **8. Faire mieux fonctionner les instances de direction**

18 Les instances de direction ont en charge l'impulsion de l'activité du parti et le débat des
19 communistes. Elles créent les conditions de leur prise d'initiative et de la mise en œuvre de leurs
20 décisions, dans un aller-retour permanent avec eux. Elles garantissent l'accès à l'information, le
21 lien entre toutes et tous, et la coordination des différentes organisations locales ou nationales.

22 Elles ont à cœur de mettre tou·tes les communistes en mouvement et veillent au cadre convivial
23 et fraternel de la vie du parti et de l'activité politique.

24 L'existence de sensibilités diverses au sein de notre parti est une réalité qui doit nous enrichir
25 mutuellement dans une recherche permanente d'unité et de dépassement des contradictions.
26 C'est dans la diversité, dans les débats menés à leur terme que les communistes construisent leur
27 unité d'action.

28 Désormais constituées dans la parité, les instances de direction doivent être représentatives de la
29 diversité des adhérent-es, tant sociale que professionnelle, et rassembler des communistes aux
30 expériences et cultures diverses. Une attention particulière doit être portée à la présence de
31 militant-es issu-es des milieux populaires, comme au renouvellement régulier des instances.

32 Quant au conseil national, il doit gagner en efficacité et en capacité d'action. Il importe de créer
33 toutes les conditions pour que les membres du conseil national soient pleinement en capacité
34 d'assumer leur responsabilité de dirigeant-es nationaux-ales, avec les tâches qui en découlent.
35 Lieu de débat argumenté, il lui faut travailler à la mise en œuvre des décisions de congrès, en
36 relation avec les évolutions de la vie politique et de la société. Il doit traduire la volonté collective
37 des communistes.

1 | **9. Mener la bataille financière**

2 | ~~La bataille financière est indissociable de notre démarche politique, car elle détermine notre~~
3 | ~~indépendance, notre capacité à déployer notre activité politique au quotidien, notre souveraineté~~
4 | ~~de choix pour les élections.~~

5 | ~~La cotisation est le cœur de la bataille financière. Elle lie chaque adhérent·e au parti, en lui~~
6 | ~~ouvrant des droits et en le rendant acteur·rice de l'activité et de la décision. Même modeste, elle~~
7 | ~~marque le soutien à notre projet politique. Le développement du prélèvement automatique~~
8 | ~~appelle une réflexion spécifique pour la collecte auprès de celles et ceux qui n'y ont pas recours, et~~
9 | ~~le lien avec celles et ceux qui y ont recours. Cette réflexion doit dépasser la seule responsabilité~~
10 | ~~des trésorier·ères et devenir l'affaire de toutes et tous.~~

11 | ~~La bataille financière s'alimente également des initiatives financières populaires, qu'il convient de~~
12 | ~~redynamiser tant elles sont la marque originale de notre parti, lorsqu'elles associent à~~
13 | ~~l'engagement politique des moments fraternels, culturels, festifs, ouverts. Des formes nouvelles~~
14 | ~~sont aussi à imaginer.~~

15 | *Les indemnités des élu·es comptent parmi les sources importantes de financement, et*
16 | *constituent une spécificité du lien qu'entretiennent les élu·es communistes avec le parti. Le*
17 | *reversement demeure la norme, il est défini dans le respect des situations particulières et de*
18 | *l'engagement personnel important que représente un mandat d'élue·e. Cela implique de faire*
19 | *vivre le débat collectif sur le reversement à tous les échelons, afin que cette disposition soit*
20 | *connue de toutes et tous. Les candidat·es sont averti·es de son existence en amont de leur*
21 | *investiture.*

22 | **9. Faire vivre le réseau des élu·es du PCF**

23 | Le PCF a vocation à avoir des élu·es à tous les échelons de pouvoir, pour mener les batailles
24 | politiques jusque dans les institutions, y construire des actions au service des populations,
25 | engager des résistances et des transformations plus profondes, appuyer le mouvement social.

26 | Ces élu·es sont en effet l'une des grandes richesses de notre parti, relayant ses batailles d'idées et
27 | ses initiatives, contribuant ce faisant à son rayonnement.

28 | Les élu·es communistes, républicain·es et citoyen·nes, organisés·es au sein de la Coopérative des
29 | élu·es CRC (qui vient de se constituer à la suite du Congrès de l'Anecr), mènent des batailles
30 | politiques essentielles pour répondre aux besoins des populations en construisant des politiques
31 | publiques innovantes au service du plus grand nombre. Ils et elles travaillent en permanence à
32 | associer le plus grand nombre de citoyen·nes aux décisions qui les concernent. Les élu·es
33 | communistes et républicain·es travaillent, dans la diversité de leurs territoires et champs de
34 | compétences, à l'expérimentation de politiques concrètes pour une égalité réelle, plus de justice
35 | sociale et une écologie populaire, en dépit des contraintes budgétaires et des politiques
36 | d'austérité. Leur apport singulier dans les majorités ou dans l'opposition à des majorités de droite
37 | et d'extrême droite est un point d'appui pour les populations, tout autant que pour les
38 | communistes.

1 Il est nécessaire, en un moment marqué par une très grave crise démocratique, de veiller à la
2 désignation de salarié-es et de personnes issues des couches populaires, comme candidat-es et
3 élu-es. Ces élu-es, désigné-es par les adhérentes et adhérents, entretiennent un lien permanent
4 avec le parti. Ils et elles travaillent en relation avec les commissions à la cohérence entre le projet
5 communiste et sa traduction en propositions. C'est grâce à une action coordonnée, où les élu-es
6 prennent appui sur l'activité politique des communistes et l'alimentent en retour, que des
7 avancées concrètes peuvent être obtenues.

8 Gagner de nombreux-ses élu-es participe de la construction des rapports de force, de la
9 connaissance des institutions, de la formation, et des parcours militants. C'est une dimension du
10 combat communiste, qui peut parfois générer des contradictions qui sont à lever grâce au
11 dialogue régulier avec les adhérent-es.

12 **10. Renforcer nos revues**

13 *Cause commune, Economie et politique, Progressistes, Carnets rouges* sont des outils de production
14 théorique et d'ouverture vers le monde de la recherche scientifique, le monde syndical, les
15 intellectuel-les. Ces revues constituent des outils de réflexion, de travail et de formation autour
16 des orientations du Parti communiste dans un dialogue avec la société.

17 Les structures locales du parti doivent travailler à leur appropriation par les adhérent-es et à leur
18 diffusion.

19 **11. Développer nos médias départementaux et régionaux**

20 Les très nombreux titres départementaux et régionaux fondés par les communistes : les
21 mensuels, les hebdomadaires et le quotidien La Marseillaise sont des précieux points d'appui pour
22 faire rayonner nos idées dans la proximité alors que le paysage médiatique est toujours plus
23 marqué par la concentration. Les développer en papier comme en numérique est un objectif
24 prioritaire. Pour cela, nous engageons la bataille de la lecture, de la diffusion et de l'abonnement.

25 **12. Faire lire *L'Humanité*, bien commun des communistes et de leurs ami-es**

26 Journal communiste, journal d'information indépendant, il est ancré dans les luttes sociales et
27 écologiques, comme dans le monde de la culture et de la création. Journal d'analyse, d'enquête et
28 de débat, il est le lieu d'un dialogue avec les forces syndicales, associatives, du mouvement social.
29 *L'Huma* est un outil décisif des batailles sociales et politiques nationales. Son développement est
30 un objectif politique prioritaire.

31 Nous avons l'ambition que chaque militant-e devienne lecteur, lectrice et promeuve le journal,
32 que les communistes puissent se nourrir du journal afin de les aider dans leurs combats et leurs
33 analyses. La bataille de l'abonnement est primordiale pour atteindre cet objectif.

34 | ***Nous faisons le choix du bonheur *retrouvé****

1 Une page nouvelle de l'histoire du communisme français va s'écrire. A un moment crucial pour le
2 monde et pour la France, nous faisons le choix de l'engagement au service du progrès, de la justice
3 sociale et climatique, de la démocratie, de la paix. Lors de l'élection présidentielle de 2022, nous
4 avons porté l'idée de nouveaux « Jours heureux » pour notre pays.

5 Le projet communiste, qui se donne pour dessein de dépasser un capitalisme dévastateur afin de
6 faire naître une civilisation enfin libérée de toutes les formes d'aliénation, se retrouve entièrement
7 dans cette perspective. Les forces existent pour que les peuples reprennent leur destin en main.
8 Nous n'avons pour seule ambition que d'y concourir. Afin, comme y appelait déjà notre Grande
9 Révolution, que le bonheur redevienne une idée neuve.